

n° 367 - Mai-Juin 2023

imag

Le magazine de l'interculturel



Rencontre
avec la réalisatrice Cléo Cohen
**Ses héritages, ses choix,
ses intuitions**

Panoramique

**PARTICIPATION
CITOYENNE :**

- enfumage
- déception
- en mouvement
- autres

Dédicace

Au Syndicat des I.M.M.E.N.S.E.S

Individus dans une Merde Matérielle Enorme mais Non Sans Exigences

Groupe de pression citoyen,
start up sociétale post-charité,
en faveur des personnes en non-logement ou en mal-logement.

E EDITO

Massimo **BORTOLINI**

Olivier, Ali et les autres

Vendredi 26 mai 2023, la Belgique est soulagée. Olivier Vandecasteele est libre. On l'a sorti de l'entre quatre murs pourris où il mourait peu à peu. La Belgique est à la fête ! Les réseaux sociaux, les brèves d'info, les journaux télévisés et radiodiffusés n'ont que cette nouvelle aux bouts des ondes. Le premier ministre plastronne que c'est ça la Belgique, « un pays qui n'oublie pas ses ressortissants ».

Pourtant. Pourtant, durant ces mois d'isolement et de calvaire d'Olivier Vandecasteele, j'ai pensé à Ali Aarrass, qui a passé douze ans dans les prisons marocaines¹. Douze années durant lesquelles aucun des gouvernements n'a rien fait pour le sortir de ces prisons. Isolé, maltraité, humilié, torturé. J'ai pensé à Ali Aarrass, et je ne peux que constater que, pour émouvoir les réseaux sociaux, l'opinion publique, les journaux télévisés ou radiodiffusés, il vaut mieux être belgo-belge que belgo-marocain, qu'il vaut mieux se prénommer Olivier qu'Ali. Évidemment les situations et les personnes ne sont pas les mêmes. D'un côté, un travailleur humanitaire injustement emprisonné pour délit d'espionnage qui aura servi d'échange à la libération d'un terroriste; de l'autre, un homme injustement emprisonné pour terrorisme qui n'avait d'autre monnaie d'échange que sa bonne foi. N'empêche, l'emballement populaire et médiatique pour l'un et le silence et l'oubli pour l'autre sont criants. Comme l'a rappelé Corinne Torrekens, professeure à l'ULB, « Olivier Vandecasteele n'est pas responsable de cette situation et le gouvernement actuel n'est pas nécessairement comptable de situations antérieures, mais quelque part nous toutes et tous, si ». ▀

[1] En dépit du non-lieu au terme de son procès pour terrorisme et contre l'avis de l'ONU, Ali Aarrass fut extradé d'Espagne au Maroc en 2010.

SOMMAIRE



Edito

Massimo Bortolini 3

Panoramique

Participation citoyenne : enfumage / déception / en mouvement / autres 6

La vague participative : beaucoup de bruit pour rien ? 8

Sacha Rangoni et Pierre-Etienne Vandamme

Good Move : Dépolluer le débat public 12

Marion Alecian

(Re)conquête territoriale 16

Khadija Senhadji

Filmer la ville, vue d'en bas 19

Liévin Chemin

Autrement..... 24

Propos recueillis par Nathalie Caprioli

Points de vue intergénérationnels 30

- **Déboires et déceptions ?**

Albert Martens et Tamimount Essaïdi

- **Ou espoir d'imposer notre temps ?**

Benjamin Delori, Félicien Dufoor, Samira Hammouchi, Chérine Layachi



Info dessinée : Citoyennes militantes cinéastes..... 36
Illustration de Sarah Langolf. Texte de Nathalie Caprioli

Aller chercher les gens là où ils sont..... 38
Entretien avec Marie Duquesne

Rencontre

Juive – Arabe : faut-il choisir ? 42
Entretien avec Cléo Cohen

Texte sur photo

La chaise 46
d'Alexandre Millon © Massimo Bortolini

Participation citoyenne :

- enfumage
- déception
- en mouvement
- autres

La participation citoyenne, ça s'apprend.
On expérimente, on se casse la figure, on se relève, ou pas.
Au sein de collectifs, on apprend à s'entendre et à risquer
la confiance pour faire sens commun malgré des intérêts
parfois distincts, voire divergents. Face aux politiques,
on se heurte à des codes nouveaux, à des dossiers
techniques, au manque de transparence, au fait accompli
carrément indigeste. Bref, une histoire pas facile
où l'énorme énergie investie semble avoir l'effet
de gouttes d'eau dans l'océan.

Sur ce thème, l'envie nous vient de signaler le film dédié
à Isabelle Stengers, « Fabriquer de l'espoir au bord
du gouffre »¹, où la philosophe nous interpelle aimablement:
la démocratie a besoin que citoyens et citoyennes
réfléchissent ensemble sur des questions qui les concernent.
Et d'ajouter : l'indocilité – le contraire de la docilité
qui nous rend bêtes et nous anesthésie –
ne suffira pas si l'on reste seul.

Ce dossier, nous l'avons pensé, réalisé et même senti
ensemble : en ouvrant d'abord notre réunion de rédaction
à des personnes embarquées dans des collectifs citoyens
contre le chantier mégalo du Métro 3 à Bruxelles ;
en organisant aussi trois tables rondes avec
douze personnes qui, malgré un bilan désenchanté
de leur expérience participative,
ont partagé avec nous leurs idéaux.
Au bord du gouffre, perle la détermination. ▶

[1] Film de Fabrizio Terranova produit par Wrong Men, 2023, 1h30.
Sortie en salles prévue fin de l'été.

PANORAMIQUE



La vague participative : beaucoup de bruit pour RIEN ?



Depuis 2021, tou-tes les habitant-es de Bruxelles de 16 ans peuvent être tiré-es au sort pour participer à une assemblée des citoyen-nes et des élu-es pour discuter d'une thématique qui peut être proposée par d'autres citoyen-nes via une plateforme ad hoc, et formuler des recommandations adressées au Parlement régional.

C'est ce qu'on appelle les Commissions délibératives, un modèle en passe d'être également adopté par le Parlement wallon. En parallèle, les Bruxellois et Bruxelloises peuvent aussi être invité-es à prendre part à des Conseils de quartier de différents types, ou encore un Budget participatif au sein duquel ils peuvent proposer des idées et des projets, puis choisir les projets retenus en fonction d'un budget prévu par la Ville.

es initiatives visant à accroître l'implication des citoyen-nes dans le processus de construction des politiques publiques s'inscrivent dans une tendance plus large. Depuis quelques décennies, les démocraties représentatives occidentales font face à une situation qu'on peut qualifier de « malaise démocratique »¹. Ce malaise se caractérise par un rejet grandissant, par les citoyen-nes, des institutions traditionnelles de la démocratie représentative (partis politiques, parlements, médias, etc.).

Dans ce contexte, un type de réponse apportée par les pouvoirs publics locaux, nationaux et supranationaux est d'inclure davantage les citoyen-nes et les associations dans la conception, la réalisation ou encore l'évaluation des politiques publiques. Cette inclusion des citoyen-nes est notamment motivée par une envie d'assurer une plus grande transparence des politiques publiques, d'augmenter la légitimité des décisions, de surmonter les divisions au sein de la société, mais aussi de permettre aux citoyen-nes d'apprendre à mieux comprendre le fonctionnement des institutions ou encore de mettre à profit une certaine forme « d'intelligence collective » qui serait à même d'enrichir les décisions.

On a pu parler à ce sujet d'un « nouvel esprit de la démocratie »², dans le cadre duquel s'affrontent une vision assez managériale, en recherche d'efficacité pour les politiques publiques et de prise en compte des attentes

des « usagers des services publics », une vision qui vise le développement du pouvoir d’agir des citoyen·nes, et une dernière, plus instrumentale, qui vise avant tout à légitimer les pouvoirs publics et leurs décisions aux yeux des citoyen·nes.

Si un recours accru à la participation citoyenne nous semble fondé sur de bonnes raisons, il nous paraît essentiel d’adopter une posture critique et exigeante par rapport aux initiatives en cours afin que les idéaux participatifs ne soient pas galvaudés.

Une pluralité de dispositifs

Si l’ensemble des dispositifs de participation citoyenne partagent la volonté de « réimaginer et approfondir le rôle des citoyen·nes dans le processus de gouvernance »³,

leurs modalités pratiques varient fortement. En effet, et de manière schématique, des choix sont effectués quant à une série de questions fondamentales. Parmi celles-ci, on peut citer l’identification et le mode de sélection des participant·es (qui participe ?), les modes de participation et de prise de décision (comment participent-ils ?), l’étendue des pouvoirs et de l’influence (à quoi participent-ils ?), le domaine de politique publique (sur quel sujet participent-ils ?), le niveau de gouvernance (où participent-ils ?) et, enfin, le niveau d’intervention dans la prise de décision (quand interviennent-ils ?). Ces choix conditionnent le résultat final d’un dispositif et ses effets.

Ainsi, un dispositif de participation citoyenne qui est ouvert à tous et toutes comme une consultation citoyenne ou un référendum permet d’inclure plus de monde, et la décision qui en émane aura une plus grande légitimité, mais il ne permettra pas d’aboutir à des propositions ou

des décisions plus qualitatives issues de délibérations entre citoyen·nes. À l'inverse, un mécanisme au sein duquel un petit nombre de citoyen·nes tiré·es au sort délibèrent plusieurs jours sur un enjeu spécifique aboutit souvent à des visions plus fines, mieux informées, mais jouit d'une légitimité plus faible étant donné le peu de personnes consultées.

C'est dans cet esprit que le Canada, les Pays-Bas ou encore l'Irlande ont veillé à articuler les deux types de dispositifs, en demandant d'abord à des citoyen·nes tiré·es au sort de creuser la question, puis d'offrir leurs recommandations à l'ensemble de la population, se prononçant par référendum. En Belgique, toutefois, on reste extrêmement frileux à l'égard du référendum – une frilosité fort étrange à l'échelle européenne et que ne suffit pas à justifier une seule expérience historique (certes traumatisante) avec la consultation populaire sur la question royale de 1950.

Les effets de la participation

Comme le montrent les exemples des Commissions délibératives et des Budgets participatifs évoqués en introduction, les usages de la participation sont nombreux et variés⁴. Les sujets potentiels également : on a ainsi vu des assemblées citoyennes tirées au sort se pencher sur des questions aussi variées que la réforme des règles électorales (Canada et Pays-Bas), le mariage pour les personnes de même sexe et l'avortement (Irlande), ou encore la lutte contre le changement climatique (France et Royaume-Uni). Enfin, les échelles de participation varient, de l'étage national au niveau local.

C'est toutefois au niveau local que la participation citoyenne s'est particulièrement imposée. Certains ont d'ailleurs parlé, à ce sujet, d'un véritable « tournant participatif de l'action publique » locale⁵. En effet, les politiques urbanistiques et d'aménagement du territoire ont été ciblées comme particulièrement propices à l'implication des citoyen·nes, notamment pour mieux répondre aux besoins des populations et, ainsi, légitimer les décisions des pouvoirs publics.

Si ces auteur·es constatent une augmentation toujours croissante de ces outils, ils pointent également leur influence limitée sur l'action publique. De manière générale, l'offre de participation « ne renverse pas les pouvoirs établis; elle n'empêche pas – ou très rarement – les projets de passer. Elle ne remet pas en cause fondamentalement la démocratie représentative »⁶. Cette situation où l'offre de participation ne change pas fondamentalement la finalité d'une politique publique est une raison parmi d'autres qui peut expliquer une certaine défiance des citoyen·nes, notamment celles et ceux qui y participent, vis-à-vis de tout ce qui relève de la pure consultation.

Le marché de la participation

La « bureaucratisation de la démocratie participative »⁷ et l'émergence d'un « marché de la participation »⁸ vont de pair avec une emprise des pouvoirs publics tant sur la forme que sur le fond des processus mis en place. En outre, les mécanismes qui s'inscrivent dans des plans plus larges d'aménagement du territoire et de mobilité peuvent souffrir d'un haut degré de complexité (notamment via les contraintes techniques et budgétaires) et d'une faible marge de manœuvre pour les participant·es.

Un autre aspect intéressant est celui des effets de la participation sur les acteurs centraux que sont les élu·es et la société civile organisée. En ce qui concerne les premiers, la reconnaissance d'un certain « impératif participatif »⁹ est relativement partagée, mais la mise en œuvre concrète de cet impératif est beaucoup plus floue. Les acteurs et actrices politiques oscillent entre des motivations instrumentales, ou stratégiques (se donner une bonne image auprès du public), et des motivations plus normatives ou idéologiques (un véritable attachement à la participation)¹⁰. Cependant, il existe une certaine forme de consensus (bien que contesté), au sein du monde politique, en faveur d'une participation citoyenne cantonnée à un rôle purement consultatif.

En ce qui concerne la société civile organisée (les associations de citoyen·nes), les attitudes sont bien sûr

Pour que tourne la participation citoyenne, on a besoin entre autres d'établir clairement les objectifs.

variables, mais souvent teintées d'une certaine crainte envers des mécanismes qui rentrent en concurrence avec leur expertise. En effet, la participation citoyenne est parfois perçue comme instrumentalisée par les pouvoirs publics pour contourner les corps intermédiaires comme les partis¹¹ et les associations¹². De ce point de vue-là, la participation serait l'alliée d'une forme de dépolitisation, transférant du pouvoir d'influence d'acteurs et actrices particulièrement politisés vers des citoyen-nes qui ne le sont pas forcément. Cela peut entraîner certains effets bénéfiques, comme l'inclusion d'une plus grande diversité de profils et de perspectives dans le processus de décision, mais aussi potentiellement une perte de mordant dans la critique des institutions existantes.

Une tendance ambivalente

Nous avons essayé de dresser un portrait rapide de la vague participative sur laquelle surfent pour le moment les Régions et communes bruxelloises et wallonnes (de même que la Communauté germanophone), ainsi que de certaines limites de ces initiatives. Il ne s'agit toutefois pas d'éclipser les nombreux aspects positifs qu'une participation citoyenne bien faite et pensée pour et avec la population peut apporter. De fait, lorsque les objectifs sont clairement établis et qu'elle est suivie d'effets tangibles, la participation peut être un vecteur puissant de rapprochement entre les citoyen-nes et les pouvoirs publics, un outil efficace en faveur d'une plus grande transparence des décisions publiques, mais aussi de renforcement du pouvoir de contrôle exercé par les citoyen-nes. Les principaux écueils à éviter sont d'une part la pure instrumentalisation de la participation par les pouvoirs publics à des fins d'autolégitimation, et d'autre



© Massimo Bortolini

part un « processus d'évitement du politique » uniquement porté par une vision managériale de la participation citoyenne et de la politique. ▀

[1] Newton, Kenneth. 2012. « Curing the Democratic Malaise with Democratic Innovations ». In *Evaluating Democratic Innovations*, éd. Brigitte Geissel et Kenneth Newton. Routledge, 3-20.

[2] Blondiaux, Loïc. 2008. *Le nouvel esprit de la démocratie : actualité de la démocratie participative*. Paris: Seuil.

[3] Elstub Stephen, et Oliver Escobar. 2019. « Defining and Typologising Democratic Innovations ». In *Handbook of Democratic Innovation and Governance*, Edward Elgar Publishing, 11-31.

[4] On pourrait aussi évoquer le modèle belge germanophone, où un conseil citoyen tiré au sort organise chaque année une assemblée citoyenne tirée au sort sur un thème correspondant aux compétences de la Communauté (enseignement, culture, etc.).

[5] Alice Mazeaud, Guillaume Gourgues, et Magali Nonjon. 2022. « Du tournant participatif des administrations à la bureaucratiation de la démocratie participative. Étude à partir du cas français. » : *Revue Internationale des Sciences Administratives* Vol. 88(4): 921-936.

[6] Rui, Sandrine. 2009. « Quand l'individu se débat avec le citoyen. Langages de l'engagement et effets de la participation institutionnalisée ». In *Les intermittences de la démocratie : formes d'action et visibilités citoyennes dans la ville*, Paris: L'Harmattan, 77-87.

[7] Mazeaud et al. 2022. *Op. cit.*

[8] Alice Mazeaud, et Magali Nonjon. 2018. *Le marché de la démocratie participative*. Éditions du Croquant. Vulaine-sur-Seine.

[9] Loïc Blondiaux, et Yves Sintomer. 2009. « L'impératif délibératif ». *Rue Descartes* n° 63(1): 28-38.

[10] Thompson, Nivek. 2019. « The Role of Elected Representatives in Democratic Innovations ». In *Handbook of Democratic Innovation and Governance*, éd. Stephen Elstub et Oliver Escobar. Edward Elgar Publishing, 255-268.

[11] Urbinati, Nadia. 2015. « A Revolt against Intermediary Bodies ». *Constellations* 22(4): 477-486.

[12] Rui, Sandrine. 2016. « La société civile organisée et l'impératif participatif. Ambivalences et concurrence ». *Histoire, économie & société* 35(1): 58.

Good Move

Dépolluer le débat **PUBLIC**

Il est presque moins complexe de s'atteler à la diminution de la place de la voiture dans les plans de mobilité qu'au reformatage, dans les discours, d'une pensée façonnée par les exigences des automobilistes. Et c'est bien là que se situe l'enjeu : dépasser « l'idéologie sociale de la bagnole »¹ au profit d'un débat public et d'une participation citoyenne qui ne soient plus « aut centrés » mais axés sur les besoins d'une ville juste et accessible à tous, sans voiture.



La pression automobile s'exerce autant dans l'espace que dans la pensée. La perspective politique d'une meilleure participation citoyenne au projet de ville, en ce compris dans les plans de mobilité, impose non seulement de changer de paradigme dans la fabrique et le partage de l'espace physique de la rue, mais également dans la réorientation du débat urbain.

L'impact le plus pernicieux de la politique historique du tout à la voiture, contre lequel il faut aujourd'hui se battre, est celui de la prédominance des impératifs circulatoires et matériels liés à la voiture dans la média(tisa)tion des projets urbains.

Désartificialiser les clivages

Si l'ARAU a toujours reconnu l'importance des conflits pour la vitalité de la démocratie urbaine, il faut admettre qu'ils ne procurent pas tous un avantage direct à la qualité du débat sur la ville. Ces derniers mois, en particulier, la médiatisation des révoltes contre l'implémentation des nouveaux plans de circulation Good Move a révélé une simplification outrancière



© Elio Germani

et un déplacement des enjeux. Des manipulations qu'il importe de mettre en lumière car elles sont à la source de la faillite de la légitimité des plans, d'une part, mais aussi à l'origine du manque de confiance envers l'avenir de la participation, d'autre part.

Premier clivage des plus communs et contreproductifs, celui qui vient scénariser les automobilistes contre les cyclistes, et qui par la même occasion déportent sur les bas-côtés de la rue piétons et usagers des transports en commun. De manière quasi systématique, c'est effectivement ces deux lobbys qu'acteurs publics et médias sollicitent pour présenter un projet ou le mettre en débat « contradictoire »... en faisant l'impasse sur les modes majoritaires : la marche et les transports en commun qui concernent environ 65 % des déplacements internes à la Région et sont purement et simplement exclus des débats ! Cette opposition voitures/cyclistes détourne l'attention politique et médiatique des véritables défis.

Autre lieu commun contemporain des discours sur la mobilité, l'approche relativiste vis-à-vis des différents modes de déplacement. Conscients des risques d'inertie découlant des batailles entre modes de transport et usagers, les autorités

en viennent... à relativiser la question modale : tous les modes seraient potentiellement utiles et complémentaires, il faudrait voir la mobilité comme un ensemble complexe et améliorer tous les services parallèlement, et surtout... rassurer sur le fait qu'il ne s'agit donc pas d'être « anti-voitures ». Le conflit est redouté.

Nourrir les conflits utiles

Or, le conflit peut être productif. Il s'agit de cibler le débat juste. Défendre catégoriquement le transport en commun de surface, contre la voiture individuelle, tout d'abord : les services de transport collectif doivent être visibles et donner à voir la ville, desservir directement la rue et les quartiers et, surtout, prendre concrètement la place de la voiture, stationnée ou en circulation. Pour l'ARAU, l'enjeu est de rendre visible une « oppression » précise : celle qui découle de l'invisibilisation des piétons et des usagers des transports en commun dans le débat public.

C'est en prenant sa place dans le débat public que le transport collectif (re)prendra aussi physiquement plus de place dans l'espace public. Il est nécessaire d'affranchir notre regard de la demande d'attention excessive et capricieuse



parce que c'est justement dans la diminution de la circulation automobile que l'on trouvera le principal levier d'amélioration de ce réseau (fréquence, temps de parcours, confort). Il importe donc de ne pas craindre de persévérer dans une politique de contrainte et de régulation de l'usage de la voiture individuelle, en pointant du doigt le caractère nuisible de sa pression, entre autres pour le service rendu aux usagers des transports en commun.

de la circulation automobile pour remettre sur le devant de la scène et prioriser les besoins des usagers de transports en commun et des piétons.

Reconnaître la distorsion des dépendances

Alors même que la ville est *a priori* le lieu par excellence où l'on peut vivre sans voiture, la question de la dépendance à cette dernière pollue durablement les réactions citoyennes et discours politiques.

De manière courante, à chaque nouveau plan de mobilité ou de rénovation d'espace public, revient une accusation type que l'on qualifierait de «la charrue avant les bœufs»: avant d'imposer de nouvelles contraintes, il faudrait d'abord mettre en place des alternatives crédibles, sans quoi la voiture resterait indispensable. On oppose ici une politique d'alternatives à une politique de régulation, en refusant la force contraignante de cette dernière.

Cette posture critique peut facilement être battue en brèche. Premièrement, parce qu'il est insultant pour la majorité des habitants qui utilisent et dépendent de ces alternatives. Bruxelles dispose d'un réseau de transports en commun certes perfectible, mais fonctionnel et sans cesse plus efficace pour beaucoup. Deuxièmement et surtout,

Repositionner les enjeux sociaux

Plus étonnante et non sans effet pervers est la mobilisation de l'argument de la dépendance à la voiture des habitants et travailleurs les plus pauvres, argument mobilisé pour nourrir une opposition se voulant plus « sociale » aux nouveaux plans de circulation. Il ne s'agit pas de contredire le fait que certains métiers et travailleurs précaires ont besoin de véhicules privés, mais il importe de s'étonner que l'on ait accordé plus d'importance, dans les débats et positionnements publics, à la dépendance à la voiture (minoritaire) plutôt qu'à celle (majoritaire) aux transports en commun (ou même aux trottoirs), dépendances clairement plus prégnantes dans le quotidien des Bruxellois les plus pauvres.

L'écueil n'est pas seulement moral, il est aussi scientifique. Car ces dépendances à la voiture ont été de manière évidente surestimées et surexploitées. Rapidement portées par un discours prétendument social, elles n'ont jamais fait l'objet... d'objectivations plus globales. Mises sur le devant de la scène, elles ont aisément trouvé un écho médiatique et politique et ont nourri un effet concret dans le rétro-pédalage des plans, contre la diminution de la pression automobile. Si l'ARAU regrette cette mise en exergue de dépendances certes existantes mais particulières d'une population plus pauvre soumise à la voiture, c'est parce que la conséquence a été de banaliser, dans le débat, la portée sociale de la diminution de la pression automobile pour le plus grand

nombre, par ailleurs, et d'invisibiliser les autres dépendances de déplacement, qui concernent plus directement l'intérêt collectif, et donc les plans de circulation.

Il n'est pas dans l'intérêt de la ville de faire dépendre les enjeux sociaux de la dépendance à la voiture. Il faut replacer l'enjeu social dans son rapport au collectif et à l'espace public, et pondérer les besoins sans disproportionner des cas particuliers contre l'intérêt général. Il faut hiérarchiser les priorités politiques et les sujets de débat sur base d'un travail d'étude, d'enquête et de sensibilisation qui évalue sérieusement le rapport des populations et quartiers les plus pauvres et denses à l'espace public et au transport en commun. Et les actions politiques et le débat doivent être ajustés en fonction des dépendances prédominantes, et des dépendances les moins polluantes !

Cibler les compétences des habitants

Quand bien même un débat public gagnerait en qualité, cela ne suffirait pas à conférer aux projets de mobilité une légitimité démocratique. Dès lors, comment faire de la participation un outil de définition de l'intérêt collectif ?

Concernant l'objet même de la participation : de toute évidence, tout aménageur doit tirer parti de l'expérience des habitants d'un quartier, s'il compte répondre à leurs besoins et améliorer leur cadre de vie. Ces expériences habitantes doivent être mises à profit dans des discussions et enquêtes sur la situation existante avant tout, sur le diagnostic du quartier et des usages de déplacement. Il s'agit de rassembler les constats tant sur ce qui fonctionne que sur ce qui fait défaut. En ciblant le territoire et les habitudes connues, et non des images d'avenirs projetés, on se rattache à une parole habitante légitime, une confiance dans les objectifs de la participation à la réunion, et on dissipe les craintes liées à l'absence de compétence pour juger un projet. On n'appellera pas ici à une meilleure « pédagogie » de participation, pour éviter de placer les habitants et usagers dans une posture d'apprenant et de provoquer une relation de condescendance, alors que tout l'enjeu est de prendre en considération les connaissances chaudes de parcours de vie.

Les sujets de la participation

Concernant les enjeux liés plus spécifiquement aux plans de mobilité, il serait pertinent de partir des points noirs quotidiens de circulation touchant les transports en commun et les piétons, modes de déplacement majoritaires et complémentaires. Il faut replacer au centre des discussions les difficultés de parcours des usagers de transport en commun et des piétons. Par ce biais et cette entrée de discussion, la participation aide à définir l'intérêt général, objectif a priori recherché par les plans des aménageurs publics et peut offrir aux futures mailles apaisées une légitimité incontestable et éminemment sociale.

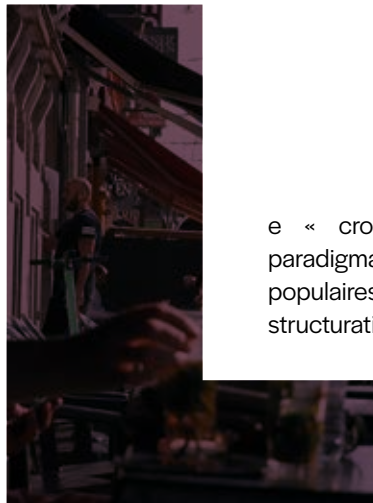
Responsabiliser la prise de parole sur la ville

Le débat public a clairement besoin d'une cure de désintoxication : la voiture et la prétendue dépendance à l'automobile ne devraient plus être au cœur du rapport de force politique car il se détourne de l'intérêt général. Tout en la combattant, il faut marginaliser la pression automobile.

Pour ce faire, un arbitrage du débat public et de la participation est indispensable et doit se faire au regard de cet intérêt général, qui ne se décrète pas, mais qui se cherche collectivement. Chaque prise de parole publique et action d'engagement à un projet urbain doit être responsable, dans cette perspective de justice urbaine. C'est donc en travaillant sur le recadrage des objectifs des plans de mobilité que l'on pourra dépasser le clivage politique des plus artificiels entre enjeux sociaux et environnementaux qui sont de fait interdépendants. Un débat et une participation qualitatives ne pourront que faire ressortir cette imbrication sociale et environnementale, pilier de la ville comme lieu d'émancipation. Pour l'ARAU, la seule relation de dépendance dont il faut absolument tenir compte, est celle à la ville !

[1] « L'idéologie sociale de la bagnole » est le titre d'un texte de 1973 d'André Gorz, philosophe précurseur de l'écologie politique, texte dont l'ARAU rappelait toute la pertinence en octobre 2022, dans le contexte d'opposition au déploiement des mailles apaisées du plan régional de mobilité « Good Move » : www.arau.org/fr/une-politique-antivoiture-pour-la-ville/

(Re)conquête TERRITORIALE



Si la question sociale traverse l'ensemble de l'espace urbain bruxellois, elle se double toutefois d'une autre dimension essentielle que l'on pourrait qualifier de « spatialisation de la ligne de couleur »¹. Le sud-est aisé de la capitale étant resté fortement hermétique aux mouvements migratoires externes et internes, c'est au sein du croissant pauvre que les populations issues des immigrations se sont concentrées depuis une soixantaine d'années, permettant d'ailleurs d'éviter la dépopulation et l'abandon massifs de ces quartiers centraux².

Le « croissant pauvre » est devenu l'expression paradigmatique désignant par excellence les quartiers populaires de Bruxelles. « Pauvre ». A première vue, la structuration des espaces à l'échelle de la ville serait donc objectivée avant tout à travers le prisme socio-économique. Taux de chômage, niveau de revenu et autres indicateurs se complètent en effet pour dresser le tableau d'une ville-région que l'on a coutume de décrire comme étant fracturée territorialement : les quartiers du centre et de première couronne caractérisés par une concentration des difficultés sociales *versus* les quartiers du sud-est connus comme étant des espaces résidentiels historiquement investis par les populations bourgeoises.

Dès l'aube des années 1990, les autorités publiques ont mis en œuvre des politiques ciblées sur les quartiers paupérisés de la Région bruxelloise. Ces dispositifs étaient non seulement destinés à lutter contre la précarité et à améliorer le cadre de vie de ces quartiers³, mais également à accroître la sécurité et la prévention⁴ dans la foulée des émeutes de Forest, ainsi qu'à favoriser l'intégration des personnes d'origine étrangère et le dialogue interculturel⁵. En se focalisant sur les quartiers du croissant pauvre, la politique de la ville a dessiné dans ses prémisses un cadre d'intervention qui ambitionnait de placer en son cœur la dimension sociale. Néanmoins,



Pourquoi l'entre-soi des terrasses de l'avenue de Stalingrad questionne plus que l'entre-soi des quartiers aisés du sud-est de Bruxelles ?

elle visait aussi (et peut-être surtout) la dimension raciale puisque le déploiement du diptyque vivre-ensemble/sécurité et prévention se base sur l'idée implicite que la concentration de populations non blanches au sein d'un même territoire serait à la fois vecteur de polarisation sociale et menace à la sécurité de tous.

Gentrification plus que mixité culturelle

Partant, les différentes politiques menées entendaient favoriser une certaine mixité sociale sans toutefois questionner l'entre-soi homogénéisant qui structure depuis des décennies les quartiers aisés du sud-est. Dans les faits, le glissement vers un objectif dit de «mixité culturelle», qui s'est avéré être un processus de remplacement tendanciel des populations locales, s'est renforcé subrepticement à la faveur d'un troisième axe d'intervention tourné vers la rénovation et la revitalisation urbaines. Les autorités ont, au fil des ans, consacré des moyens conséquents pour non seulement réaménager l'espace public et restructurer le tissu économique

des quartiers paupérisés, à l'instar des divers projets de piétonnisation, mais aussi pour accroître le parc de logements privés à destination essentiellement de ménages à revenus moyens, par l'entremise de l'agence régionale Citydev. Les projets ainsi engagés ont fortement contribué à un effet de gentrification dans les quartiers visés : ils ont grandement négligé les besoins locaux (notamment en matière d'accès au logement) des populations, essentiellement non blanches, déjà établies et ont favorisé l'arrivée d'autres groupes plus aisés. Ces derniers, voyant un avantage matériel et symbolique à la forme remodelée prise par ces quartiers, ont pu accroître leur emprise sur l'espace public à partir d'aspirations prétendument progressistes, tout en tirant largement profit des dynamiques néolibérales à l'œuvre dans les projets de développement urbain et foncier.

Au titre de mixité, les politiques publiques, en apparence de plus en plus friandes de projets de « maillage » et de « désenclavement»⁶, n'ont en réalité fait qu'engendrer un mouvement de juxtaposition locale de groupes aux intérêts souvent divergents voire proprement antagoniques, opérant

à l'avantage des classes sociales et raciales dominantes. Une lutte sourde pour l'hégémonie spatiale synonyme de réappropriation et de reconquête à l'avantage des uns et d'effet de dépossession pour les autres.

Bastions de solidarité

Si les volontés politiques ne se sont jamais vraiment départies d'un sentiment de défiance à l'égard des populations non blanches, en l'occurrence arabes, musulmanes, noires, il faut reconnaître que ces dernières résistent tant bien que mal à la désintégration de leur espace physique d'existence. Souvent négligés dans le tourbillon des grands chantiers urbains et érigés au rang d'objets de consultations factices, les résidents des quartiers œuvrent pourtant sans le dire à la préservation de leur territoire. Mouvements migratoires entrants, multiplication de commerces et de restaurants, ouverture de lieux de culte ou d'écoles dites communautaires, développement de services sociaux tels qu'écoles de devoirs et maisons médicales : autant de signes de l'occupation pleine d'une ostensible vitalité de ces espaces de relégation transformés en bastions de solidarité.

En effet, les populations non blanches ne s'y trompent pas : si l'Etat, par le biais de ses institutions, a failli – trahi – à ses promesses, il devient d'autant plus vital pour elles d'inventer des formes discrètes mais efficaces d'organisation solidaire pour sécuriser leur présence et contrarier la condition subalterne à laquelle elles sont promises dans toutes les sphères de leur existence. Les régimes de domination socio-territoriale génèrent ainsi à leur insu des formes de résistance quotidienne et ordinaire, qui ne relèvent pas nécessairement du registre de l'organisation collective, mais qui n'en sont pas moins politiques pour autant.

Contestation

« Nous ne sommes pas dupes ! Ici, c'est chez nous et on ne partira pas de sitôt », semblent vouloir dire

massivement ces populations. Et l'éventuelle ascension sociale d'une minorité parmi elles n'y change pas grand-chose tant il n'est pas rare de voir d'anciens habitants du croissant pauvre désormais établis ailleurs à Bruxelles ou en périphérie, fréquenter régulièrement leur quartier d'origine. Comme un point d'ancrage collectif témoin d'une condition d'illégitimité dont ils savent intimement qu'elle ne s'effacera pas même si leur situation sociale venait à s'améliorer. Cette conscience spontanée est celle qui leur permet de détecter les manœuvres les plus habiles allant à l'encontre de leurs intérêts spécifiques. On leur impose de force un Plan Good Move ou une nouvelle ligne de métro ? Peu importe que c'est, dit-on, pour leur bien. Ils savent pertinemment qu'il n'en est rien et n'hésitent pas ici et là à le faire comprendre à des élus surpris de constater que ces populations perçues comme d'éternels réservoirs de passivité politique sont en réalité bel et bien capables de contestation.

En somme, de quoi contrarier tous les espoirs que peuvent nourrir certains édiles de refondre intégralement Bruxelles à leur avantage. Dans leur élan hégémonique, ces derniers se heurtent à Cureghem, à Stalingrad, à Liedts, au Maritime. Car malgré les processus d'expropriation et tentatives d'étouffement économique des commerces locaux qui se déploient à l'ombre des grands chantiers urbains, les quartiers réputés les plus sensibles de la capitale parviennent quoi qu'il en soit à conserver une identité propre que les populations non blanches ont grandement contribué à façonner au fil des dernières décennies. ▀

[1] Expression empruntée à Saïd Bouamama in *Des classes dangereuses à l'ennemi de l'intérieur. Capitalisme, immigrations, racisme*, Paris, Editions Syllepse, 2021, p. 225.

[2] Mathieu Van Criekingen, *Que deviennent les quartiers centraux à Bruxelles*, Brussels Studies, Collection générale n° 1, décembre 2006.

[3] Les contrats de quartier ont été institués par l'Ordonnance organique du 7 octobre 1993 sur la revitalisation des quartiers.

[4] Les contrats de sécurité et de prévention concrétisent la note d'orientation «Sécurité du citoyen» approuvée par le Conseil des ministres le 19 juin 1992.

[5] Le Fonds d'impulsion à la politique des immigrés (FIP) a été créé en 1991 par le gouvernement fédéral.

[6] A titre illustratif, l'amélioration du maillage urbain est l'un des axes d'action prioritaires des Contrats de rénovation urbaine, dispositifs pilotés par la Région de Bruxelles-Capitale.

Filmer la ville, VUE D'EN BAS

Ça fait 10 ans maintenant que les Ateliers Urbains sont nés d'envies d'un récit alternatif sur la fabrique de Bruxelles¹. Gentrification, crises sociales et publiques, cohabitations doivent pouvoir être racontées hors des universités et des cénacles humanistes. De plus, un film documentaire reste une histoire. Histoire d'engagements ou de résistance, récit de sidérations ou d'optimisme, cette façon de faire du témoin le sujet de sa narration. Ou comment 3 films deviennent une histoire émancipatoire.



venue de Stalingrad, 2016; une discrète enquête publique sur «l'étude d'incidences du tunnel et d'une station de métro» est parue. Rencontre entre associations locales; Convivence nous présente StaLem, association de commerçants et de riverains.

Jour de la commission de concertation présidée par un échevin perché. Le demandeur, la STIB, énumère les conditions techniques et ses bureaux d'études vantent le tour de force technique : une emprise de chantier sur l'espace public sera limitée à un an et demi (sic).

En changement et en tensions

2020, le CVB (Centre Vidéo de Bruxelles) me demande d'envisager un film sur la construction d'une nouvelle ligne de Métro sud-nord, changement infrastructurel majeur annonçant des bouleversements de la vie de chaque quartier concerné par chaque creusement.

La conception du documentaire commence. Stalingrad sera l'histoire sociale d'un changement soudain. Le recrutement d'un groupe local de bénévoles s'engage : Nour Eddine de StaLem invite des gens du cru. Anas est là, il essuie une larme en exprimant ses craintes pour son milieu de vie. Samira formule déjà son leitmotiv : « Nous sommes d'ici, on va quand même pas nous enlever le quartier que nos parents, commerçants ou habitants, ont construit ! ». Déjà Mohamed, président d'asbl au quartier Liedts, est intéressé par notre démarche². Deux jeunes hommes habitant le quartier d'à côté sont motivés à engager une analyse critique en groupe. Et enfin, Chérine, résidente depuis 10 ans, envisage aussi de raconter cette situation urbanistique à tout le moins inquiétante.

Nous tournons les premières images à l'été 2020, entre les masques buccaux et les barrières du chantier qui s'installe. Nous ouvrons les yeux sur l'histoire du commerce communautaire qui nous apparaît presque un sujet en soi. Nous ferons trois films pour rendre hommage à cette Bruxelles des communautés qui se voit ici niée par le progrès, alors qu'on affectionne tant son unique pluralité, sa « salade de fruits » comme dit Samira. Ce travail va prendre 3 ans de ma... de nos vies, puisque nous y collaborons encore aujourd'hui avec la quinzaine de personnes impliquées dans la génération de ces 3 récits urbains.



Stalingrad, avec ou sans nous ? 2021, 63'. Un film de Liévin Chemin, Félicien Dufoor, Benjamin Delori, Samira Hammouchi, Chérine Layachi, Anas Ticot.



Mais qui veut changer Liedts ? 2022, 64'. Un film de T Dabbani, Geoffrey Mauger, Zohra Mejdoubi, Mokhtar Yildirim

Des plaies d'urbanisme et de leur thérapie

Quand nous écoutons Samira parler de la peur de perdre ce quartier, son « foyer », nous sommes touchés et réalisons que sa plainte représente exactement le fond de l'enquête entreprise. « Il nous la faut », se dit-on ; on verra ensuite que ce n'est jamais si simple, mais tellement plus humain, de laisser parler certaines douleurs. Ce sera, en fin de projet, sous la forme d'un entretien filmé à cœur ouvert, que Samira arrivera à dire en ses mots l'importance de sa relation au quartier qu'on retourne sous ses yeux, et sa sensation d'envahissement de ses lieux affectifs et d'appartenance³.

« Faire ce film, pour moi, c'est une thérapie », explique-t-elle, clamant la légitimité de sa douleur de voir détruite la rambla où son père est passé de vendeur à patron, où sa mère l'a fièrement épousé ayant quitté la maison du grand-père toute proche, première attache familiale en Europe du Nord. Samira adresse aux autorités le reproche de ne pas prévoir « d'accompagnement de psychologues » pour les riverains face à l'épreuve du chantier.

Faire un film avec une sensibilité intelligible comme celle de Samira requiert avant tout de trouver le respect pour le matériel humain que son témoignage apporte. Mais aussi, ça exige de chercher un compromis sur sa mise en scène et son niveau narratif, de comprendre que la participante au film en devient un « personnage » appelé à vivre séparément d'elle dans l'imaginaire du film.

Aussi, on devra dénouer les envies de tout dire, choisir ses combats et ses peurs : systématiquement agressée par la violence structurelle faite à son « foyer », Samira amalgame plusieurs menaces : la « gentrification » incluse à la rénovation urbaine, les « nouveaux venus » Flamands, « les cyclistes » idéalistes qui imposent leur point de vue, tout autre public cible de la politique gentrificatrice qui la rebute tant.

Ce n'est que dans l'investissement dans la confiance et le temps d'expérimentation partagé qu'on coproduit tel langage situé, capté de façon juste, qui reste *ad hoc* avec le projet, ce désir collectif insufflé au film. Nos textos se souviennent d'avoir chauffé dans le labyrinthe du conflit, la coréalisation étant aussi entrecroisements de perceptions et des envies. Sans ânonner, on peut rester en recherche de sa synthèse et d'un ton lisible par tous les types de spectateurs.

Lecture de race ou de classe ?

Pour ma part, même si on m'y accueille honorablement, il y a un rapport puissant d'altérité dans ma relation à Stalingrad et Liedts. J'avoue savourer une certaine exoté⁴ pour le premier, craintes héritées pour le second : effectivement on parle mal de ce quartier proche de la gare du Nord – et même ce « on » est diffus. S'agit-il des médias ? De l'imagerie sécuritaire ? Dans une part de moi, issu du *mainstream* culturel, qui a infusé un rejet d'ordre racial envers ce quartier difficile ? Nous, personnes faiblement racisées, issues du *mainstream* blanc et linguistique de notre ville, avons – c'est bien réel – des *a priori* puissants envers la ville dense et complexe, sur ce que sont ces souks bruxellois.



film de Noura Akasri, Liévin Chemin, Louis Cherbit, Mohamed Akhtaria el Montassir, Halimasadia Ougas, Ramize Yildirim, Yeter



Le chantier du siècle. 2023, 67'. Un film de Benjamin Delori, Félicien Dufoor, Chérine Layachi.

Amoureux de la ville et antiraciste, il me semble important d'aborder par un récit *a contrario* qui soulignera la richesse de ces quartiers communautaires : Afrique centrale, Turquie, Maroc. Pour Mais qui veut changer Liedts ?, ce sont d'anciennes apprenantes du CEDAS⁵ qui nous feront connaître la vie des commerces qu'elles affectionnent tant, car répondant autant à leurs besoins qu'à leur culture de clientèle.

Je suis guidé par des auteurs et des penseuses comme Raoul Peck et Angela Davis. Dans une lecture de genre, de classe et de race, la domination sous-verbale de qui fait la ville apparaît sous un crépuscule plus que dramatique. Un chantier menace de s'installer. La nomenclatura mini-mise. Le pouvoir politique reste derrière les techniciens du projet et d'un coup boum ! Le chantier arrive : ingénieurs francophones et attachés néerlandophones ; contremaîtres plurilingues et manœuvres des communautés laborieuses; le chantier lui-même mériterait une lecture raciale. Alors quand il s'agit de la perception des commerçants et travailleurs locaux... Ils ont besoin d'en parler. On sent que derrière l'injustice économique de voir le chaland se raréfier du fait du creusement, il y a envie de dénoncer le manque de considération. Et quand on parle de

« revaloriser » votre avenue, votre place, la coupe est pleine : en quoi nos espaces commerciaux, précieux à notre fierté et à notre chiffre d'affaires, n'auraient pas la valeur que ces ingénieurs flamands lui donnent. Qui veut changer cette place Liedts qui ne perçoit pas la valeur pour nos communautés ? Qui s'appuie sur les défauts qu'elle encaisse depuis 30 ans par manque de considération ?

Dans notre film sur Stalingrad, les bénévoles ont choisi d'interroger l'ancien ministre des Transports du gouvernement régional bruxellois Pascal Smet qui a verrouillé le projet, les études et la liquidation des crédits pour qu'il se réalise en début du mandat en cours. Fièremment, il assume faire notre bonheur contre notre gré et réfuter d'autorité toute parole aux « ennemis » du projet. Chérine, finaude, l'invite à l'interview au début du projet. Il parle franc, communicateur zélé et impudent. Il assume un choix de mots qui choquera plus d'un Bruxellois : « Arabe », « beaucoup d'hommes », des « commerces arabes », promettant un quartier remixé qui soit ainsi « 100 % bruxellois ». Que d'indélicatesse face à notre caméra, en particulier pour les personnes directement concernées. Les communautés ne peuvent être une variable à ajuster ; ce sont les entrepreneurs et les citoyens bruxellois. En faire du bashing ou du marketing est un terrain sensible. La découverte du film, c'est bien qu'il

Les opérateurs publics ont montré dans le projet Métro 3 une faible considération et un piètre tact dans les rapports interculturels et les impacts de leur action sur ces quartiers.



Le chantier du Métro 3 à l'avenue de Stalingrad, hiver 2022.

© Elio Germani

Il y a un considérant politique en matière communautaire (certains diraient raciale), et que cet impensé de la chose publique participe au risque de nuire au développement humain et économique des quartiers.

Oser la rencontre-interview

Dans mon travail de médias participatifs, j'encourage à oser la rencontre-interview⁶ de bourgmestres, ministres et députés. Les bénévoles s'y prêtent volontiers et c'est libérateur de jouir de cette proximité somme toute bien réelle entre Bruxellois et Bruxelloises et leurs « petits ministres ». Ces rencontres dépassent aussi les barrières que nous dressent les communications : STIB et Beliris nous ont, il faut le relater, tristement évité une représentation assumée des enjeux. On peut ajouter que, malgré les efforts d'accompagnement dans la dimension interculturelle, les opérateurs publics ont montré dans tout le projet Métro 3 une très faible considération, et un

piètre tact dans les rapports interculturels et les impacts de leur action sur ces quartiers.

Dans la dimension politique, on sent s'opposer la prévalence du tunnel culturel très européen chez les opérateurs technocratiques privés ou parastataux, qui travaillent pour l'État bruxellois. En résulterait-il un risque d'amalgame entre pouvoir et négligence raciste chez les premiers concernés ? Cet amalgame ne participera-t-il pas en retour à une dualisation raciste à Bruxelles, concernant les quartiers populaires ? La question est dure, mais elle peut guider un travail de terrain qui prend le temps. C'est un boulanger bien sympa qui a répondu finalement à nos dilemmes en la matière: monté dans notre capsule vidéo *Stalingrad-l'Après*⁷, il a réagi à l'usage fait de son propos sur la discrimination, espérant qu'on comprenne qu'il évoquait la discrimination sociale des petites gens, des petits entrepreneurs. Il nous rappelle que dans le contexte racial diffus de la Belgique

urbaine, les discriminations de race sont aussi prétextes, causes ou contextes de discriminations de classe bien plus concrètes encore.

Directement et indirectement concernées

Directement et indirectement concernées, les personnes que nous amenons dans le complexe parcours de réalisation documentaire n'ont pas les mêmes points de départ, ni le même affect à la culture de l'espace public, et encore moins les mêmes outils pour s'exprimer au sujet de l'importance de leurs lieux. Certaines peuvent se sentir usurper une parole locale : « Nous sommes du quartier, mais depuis quand ? », « Comme je ne suis pas propriétaire, on n'est que de passage », « Suis-je d'une communauté représentative des gens d'ici ? ». Pour l'écriture du film et de ses voix, nous avons donc fait un tri (si si!) : d'un côté celles et ceux directement concernés car vivant dans le quartier depuis de longues années, et celles et ceux, de l'autre, qui y étaient par intérêt sur le devenir de ce quartier, voire de ce genre de quartiers populaires marchands à dominance d'une communauté non européenne.

Art et participation ?

Me revient un dilemme exprimé par mon directeur, lors d'une formation. Il déplorait dans notre fonction une tension incompatible entre les rôles d'animateur et de réalisateur; par extension, entre la facilitation en citoyenneté, et la création d'un point de vue artistique. Pourquoi en conserver l'antagonisme ? Je considérerais plutôt que l'animateur en éducation permanente peut envisager orchestrer une finalité

artistique. C'est une expérience édifiante pour les citoyennes et citoyens impliqués, doublée d'un stimulus captivant. Et pour quelle raison n'existerait-il pas un art de la citoyenneté ? Citoyenne-artiste. Dans les métiers urbains qui nécessitent une débanalisation, une problématisation d'enjeux qui échappent aux citadins, on invoque des experts-citoyens, connaisseurs situés de leur ville. Certains sont en même temps esthètes, et puisent dans leurs affects pour exprimer qu'on vit, au présent, un fragment situé de l'histoire contemporaine de Bruxelles. Face à eux, apparemment inémotif, l'expert officiel ou le gradé de l'administration. A cet instant, le paradigme d'une participation artistique sera le plus intelligible : le chant engagé face à l'État qui reste coi. ▮

[1] A l'initiative de Gwenaél Brees et d'Axel Claes, projet accueilli puis repris par CVB, la série documentaire compte à ce jour 22 grands formats, disponibles en programmation.

[2] *Mais qui veut changer Liedts ? (63') ateliers urbains #20* sera filmé de novembre 2021 à avril 2022, en partenariat avec Shoppingbrabant.be et CEDAS asbl.

[3] J'apprends le néologisme solastalgie, de solâcium (confort) et algia (douleur) forme de détresse psychique ou existentielle causée par les changements perçus dans l'environnement du sujet.

[4] L'exotisme (du grec *exôtikos* « étranger, extérieur ») est un phénomène culturel de goût pour l'étranger. Une vision qui en arts fut souvent centrée sur le point de vue occidental ; Cette vie locale me plaît car j'y retrouve avec ravissement « ce qui m'est étranger » ; ça me remet à ma place d'analyser ce ressenti d'exotisme, quand on parle de communautés bruxelloises présentes depuis 60 ans, et que j'ai la quarantaine.

[5] Centre de Développement et d'Animation Scharbeekois, partenaire de cet atelier urbain 21. Cedas.be. Voir l'info dessinée en pages 36-37.

Lire aussi "(Re)conquête territoriale" de K. Senhadji, pp. 16-18.

[6] Différente de l'interview, la rencontre-interview est en même temps un outil d'éducation permanente qui collecte des connaissances, mais c'est aussi un choix de mise en scène dans le film d'atelier : le ou la citoyen-ne enquête et se situe par son questionnement face au décideur en face; les réactions du citoyen-interviewer montrent son exigence démocratique, mais aussi ses émotions, que nous spectateurs pouvons aisément identifier en nous et sans doute partager.

[7] Format court, visionnable, avec les bandes annonces, sur notre chaîne youtube des Ateliers Urbains.



© Massimo Bortolini

Nathalie **CAPRIOLI**

AUTREMENT

Quoi de plus actuel et révélateur, voire symptomatique, que le chantier du Métro 3 à Bruxelles pour illustrer des dynamiques de participation citoyenne, dans leurs élans comme dans leurs revers ? Avenue de Stalingrad, dès les premiers coups de marteaux piqueurs en 2019, habitants et commerçants ont été impactés par ce chantier dont la commune et la STIB promettaient la fin et la plus-value pour 2024. On en est loin puisque le chantier est à l'arrêt. Autour de 3 tables rondes, nous avons invité 12 personnes à témoigner de leurs rapports avec les politiques chargés du dossier, et de leur engagement au sein de collectifs de citoyens ou de commerçants. Chevronnés dans divers domaines, ils tirent le bilan de leur expérience citoyenne éprouvante, tout en débordant d'idées pour inciter les politiques à jouer le jeu démocratique autrement.



n guise de préambule, nous entendons par table ronde un espace de parole où chacune et chacun se sent libre de s'exprimer à titre individuel ou au nom d'un collectif; se sent libre aussi de rebondir sur les propos des autres participants. La dynamique idéale aurait été de convier les 12 participants à une seule et même table ronde. Mais la bataille des agendas nous a contrariés. Aussi avons-nous dû orchestrer 3 rendez-vous les 22 mars, 5 et 21 avril 2023. Si la dynamique de groupe n'a pas eu lieu comme prévu, nous avons toutefois maintenu une cohérence d'ensemble grâce au même canevas de questions.

Nos invités ont discuté sur ces thèmes : leurs motivations à s'impliquer dans un collectif citoyen et les enjeux de leur participation ; leur façon de politiser leurs propos ; et enfin, face aux déceptions unanimes quant aux effets de leurs actions et propositions, leur vision d'une participation citoyenne idéale.

Sans les catégoriser, les participants présentent des profils divers. La majorité sont des habitants du quartier, nés là ou arrivés dans les 10 dernières années. Un seul d'entre eux n'y vit pas mais y travaille. Au total : 5 commerçants, 3 jeunes militants (entre 28 et 37 ans) et co-réalisateurs des documentaires « Stalingrad. Avec ou sans nous ? » et dernièrement « Métro 3 : le chantier du siècle », 3 résidents et 1 usager. Notons encore que les panels ont rassemblés 3 femmes et 9 hommes, et que tous sauf un sont engagés dans des collectifs citoyens ou commerçants, comme l'asbl Palais du Midi, le Comité d'action bruxellois ou le Comité Stalingrad.

Leurs motivations à s'impliquer

Stalingrad n'est pas un quartier-village : «Il faut l'approprier», dira un participant. En temps normal, chacun vit chez soi. Mais quand arrive le danger, on tente de faire bloc. « C'est

une fois la menace devant soi qu'on s'est mobilisé ! » Mais la mobilisation n'est pas la participation. Comment les habitants et commerçants sont-ils devenus parties prenantes au dossier Métro 3 ? Après quels déclics se sont-ils sentis concernés ? Tout a démarré par...

Chérine : L'étincelle a jailli quand, lors d'une séance d'information, j'ai assisté à un ping-pong entre le patron de la boulangerie Marrakech et le ministre de la Mobilité où ce dernier a fait preuve d'une violence symbolique. J'ai voulu, moi aussi, faire entendre ma voix. Nous sommes fiers de notre quartier, des entrepreneurs d'origine marocaine qui ont contribué à son attractivité commerciale. Cette reconnaissance n'est pas perçue par les politiques. Je n'ai pas participé à l'enquête publique, mais je me suis impliquée sous une autre forme à travers le film des Ateliers urbains du CVB. Sans ce collectif, je serais restée avec mes questions.

Félicien : Je me suis intéressé à l'urbanisme grâce aux documentaires Planète Terre. De fil en aiguille, j'ai dévié de l'écologie au social. J'ai commencé à travailler dans un projet d'économie circulaire de déchets dans le quartier Stalingrad avec l'association des commerçants STALEM, à l'époque où des ouvriers avaient déjà coupé les arbres de l'avenue et où on parlait un peu du chantier sans qu'il ne soit vraiment encore là... Je me suis impliqué dans le film pour dénoncer l'inégalité et la violence du projet de chantier.

Samira : En apprenant le projet de chantier, mes aînés qui tiennent des commerces de génération en génération étaient désespérés que leur parole ne soit pas considérée dans les panels à cause de leurs origines. Je voulais que cette souffrance soit connue de l'opinion publique et traduite dans un film. Je voulais aussi faire découvrir le vrai Stalingrad, qui est présenté de manière péjorative par des politiques comme une artère commerciale masculine, sans notion de l'histoire de l'immigration marocaine à Bruxelles. On nous renvoie toujours à nos origines. Mais on est né ici, on se sent avant



tout Bruxellois. Je m'implique parce que je veux que les plus jeunes s'organisent en créant leurs comités d'habitants et de commerçants, en interagissant avec les voisins, sans que cela ne leur soit dicté dans l'urgence par des projets politiques qui les dépassent.

Brahim : En tant que commerçants, ce chantier nous a touchés de plein fouet, pour une station de métro dont on n'a pas besoin. Malgré une grosse opposition exprimée au sein des commissions de concertation, il y a eu passage en force pour faire ce chantier. En fait, ils veulent redorer l'image de Bruxelles pour les touristes au détriment des citoyens. Nous voulons faire entendre nos voix.

Liz : En 2020 la ville a lancé un appel pour créer un panel citoyen pour réfléchir sur le réaménagement de l'avenue de Stalingrad après les travaux. Ce panel est composé par des commerçants, des habitants et des gens qui travaillent dans des asbl ou des écoles dans le quartier. Vu que tout le monde n'a pu être retenu, on a fondé le Comité Stalingrad pour pouvoir suivre l'affaire, contribuer au processus participatif, et veiller à ce que les besoins des habitants soient pris en compte.

Un objectif qu'on n'a pas atteint puisque, sur le chantier, ils ont eu la permission de commencer les travaux exceptionnellement tous les jours à 6 h le matin. C'est un manque de respect envers

les habitants. Bruit permanent, secousses et stress entraînent des effets graves sur la santé. En plein confinement, on n'a pu aller nulle part pour fuir les travaux.

Christian : Je suis né en l'Allemagne. Avec mon mari flamand, nous avons emménagé avenue de Stalingrad parce que nous aimons ce quartier vivant et que ses grands-parents avaient une boucherie aux Marolles, son papa y a grandi. Nous avons bien sûr essayé de comprendre ce qu'on achète ici. Mais à l'administration, personne ne nous a parlé du plan du Métro 3. Je me suis senti assez mal informé.

Face au projet, j'ai d'abord pensé qu'un bon plan pourrait améliorer l'avenue en un lieu plus accueillant, plus social et inclusif grâce à plus d'espace public, et avec moins de voitures, où la mobilité serait garantie grâce au métro et aux espaces réservés aux vélos. J'étais très intéressé à faire partie de cette discussion. Je n'ai pas été tiré au sort pour le panel officiel organisé par la commune. D'où ma participation au Comité Stalingrad.

Younes : Vu que les politiques ne nous écoutaient pas, j'ai longtemps boycotté les panels. Mais c'était une mauvaise idée parce que, de toute façon, ils avançaient sans nous. On n'était plus au courant de rien. Ils ne sont pas venus vers nous pour nous demander les raisons de notre boycott et nous inviter à négocier. Non, ils ont avancé d'autant plus vite qu'on n'était pas là. Jusqu'à ce qu'ils viennent devant chez nous avec les machines...

Alain : Ils ont endormi l'ensemble du quartier en disant que tout serait réglé en trois ou quatre ans. On s'est un peu laissés dire... mais rappelons que tout a démarré pendant le covid, ça n'a pas aidé à réagir devant les faits accomplis.

Diviser pour mieux creuser

Stalingrad compte une mosaïque de groupes d'appartenance qui ne se fréquentent pas nécessairement. Cette diversité s'est reflétée dans la participation citoyenne. En fin de compte, l'ensemble des collectifs n'ont pas réussi à ce jour à fondre leurs tendances et revendications en un seul mouvement.

Mustapha : La Régie foncière est propriétaire du Palais du Midi qui héberge 49 commerces. Elle a toujours été à notre écoute – rien à voir avec les politiques ! Par exemple, notre association Palais du Midi a pu négocier trois ans d'exonération de loyers – le temps officiellement prévu pour le chantier. Par contre, pour les commerçants qui louent à des privés, rien n'a été prévu. On ne négocie pas ensemble.

Christian : Lorsque j'ai défendu nos projets du Comité Stalingrad au sein de la commission de concertation, j'ai essayé de promouvoir précisément l'augmentation des espaces publics communs et des aires de jeux pour enfants, qui peuvent être utiles à tous dans l'avenue. J'ai été très heureux des propositions de Chérine et j'ai essayé de soutenir nos intérêts communs. J'ai trouvé dommage que d'autres aient en partie mis l'accent sur ce qui les séparait. Certains de nos membres ne voulaient pas se rendre à ce rendez-vous formel important parce qu'ils trouvaient menaçante la manière dont les autres communiquaient lors des discussions. Les opposants au plan Good Move ont utilisé un sharepic montrant une voiture qui semble foncer sur un cycliste. Lorsque j'ai abordé le sujet avec une voisine (qui a co-réalisé un film contre le métro) elle m'a dit que si je n'aimais pas ce qui se passait à Bruxelles, je pouvais rentrer « chez moi ». Je trouve dommage qu'une voisine me refuse le droit de participer ici sur un pied d'égalité.

Liz : Dès le début, il manquait une analyse transparente de la situation et des besoins des différents acteurs. La ville n'a pas fait d'effort pour marier les besoins de tous, se concentrer sur les points communs et lever les angoisses. L'ambiance s'est détériorée avec l'opposition entre deux groupes : les commerçants qui défendent la voiture contre les voisins qui veulent des arbres et des jeux pour les enfants. Il manque une vision de la part de la ville.

Gabor : Je suis un usager du quartier pris d'affection et de solidarité envers les habitants, en particulier les strates populaires et les minorités raciales, qui souffrent du chantier et de la gentrification dont la conséquence est de les évincer de la ville.

Liz : Je voudrais nuancer. Les différentes origines dans ce quartier ne sont pas forcément en lien avec la pauvreté. Rendre le quartier plus attractif est intéressant pour tous, qu'importe l'origine.

Félicien : Faire ville, c'est forcément conflictuel, avec des imaginaires qui ne vont pas toujours dans le même sens. Les habitants qui ont trois gosses veulent un parc et pas des cafés bruyants ouverts jusque 3 h du matin. Le débat s'est clivé autour de biais et de fantasmes qui se déclinent selon les intérêts et les appartenances de chacun.

Samira : Il n'y a jamais eu de front commun entre les collectifs. Nous, les commerçants, avons essayé de rallier des membres de la minorité flamande mais ils n'ont pas voulu s'intégrer à nous. Et quand j'ai essayé de m'intégrer à eux, ils n'ont pas voulu car ma vision de l'intérêt général ne leur plaisait pas. Ils se trompent car nous sommes amenés à vivre ensemble. Le politique a joué le jeu de valoriser nos imaginaires urbains comme s'ils étaient incompatibles entre eux. Habitants ou commerçants avons tenté de faire des consensus. Mais nous nous sommes retrouvés devant une porte fermée. Il n'est jamais trop tard...

Chérine : Dès le début, la commune et la STIB ont organisé une information sur le projet du métro en deux séances : une pour les commerçants, l'autre pour les habitants. Ça m'a dérangé. Ils ont créé d'emblée une première scission structurée entre habitants et commerçants. D'autres scissions ont émergé : entre commerçants propriétaires et ceux qui louent à la commune, du fait qu'ils ne reçoivent pas les mêmes compensations durant le chantier ; entre cyclistes et conducteurs. Alors qu'à la base, il s'agit d'un seul groupe impacté par le même problème.

Les dégâts de la politique du fait accompli

Les participants partagent le constat que les politiques les instrumentalisent en les invitant à une fausse participation, font la sourde oreille, imposent leur projet dans l'opacité la plus totale. Résultat : colère, désillusion, découragement. Et menace d'un vote sanction aux prochaines élections.

Liz : J'ai eu l'impression d'une pseudo participation citoyenne. Les politiques avaient en tête d'organiser un nombre limité de séances selon leur format préétabli. Ils ne s'attendaient pas à la création du Comité Stalingrad ni à recevoir nos propositions. Nous avons matérialisé notre vision dans le

Sketchbook « Nos meilleures idées à parcourir »¹ en novembre 2020. Malheureusement on ne retrouve pas grand-chose de nos suggestions dans les plans finaux. Depuis, des membres ont quitté le Comité Stalingrad, découragés.

Brahim : Lors du dernier panel par zoom – depuis le covid, ils ne veulent pas de confrontation en direct ; et ceux qui n'ont pas une connexion sont exclus – ils nous ont caché la problématique du Palais du Midi alors qu'ils sont au courant depuis un an. J'ai été choqué d'apprendre par la presse la suspension des travaux à cause des problèmes techniques.

Younes : Ces panels sont toujours animés par les mêmes fonctionnaires qui reçoivent des informations au compte-gouttes. Par exemple, ils nous annoncent seulement deux semaines à l'avance que les trottoirs seront réduits de moitié. Dans notre métier, notre journée est bien remplie et on n'a pas le temps de courir chercher les infos.

Mustapha : Avec ce chantier, on a l'impression qu'on ne vit plus en démocratie, que le politique impose sa propre idéologie préfabriquée, sans concertation ni avec les commerçants, ni avec les habitants qui se retrouvent devant le fait accompli. Aujourd'hui, on a le sentiment que tout ce quartier est pris en otage, et pas par n'importe qui : par les pouvoirs politique ! L'article 318 de la nouvelle loi communale autorise la commune, d'initiative ou à la demande des habitants, d'organiser une consultation populaire. Quand nous avons interpellé le conseil communal pour lui proposer d'organiser une consultation populaire, l'échevin nous a répondu qu'ils avaient déjà « concerté » et que tout le monde était favorable au plan. Une consultation populaire n'aurait pas permis d'être écouté, mais elle nous aurait donné un argument pour aller au Conseil d'Etat pour demander l'annulation d'un projet qui passe en force malgré une majorité consultée qui s'y oppose. C'est pour éviter de courir ce risque que les politiques n'ont pas concrétisé de consultation populaire.

Chérine : Les commissions délibératives, en principe, c'est un bon exemple de la participation sur le papier. Dans le sens où les citoyens tirés au sort garantissent une représentativité statistique de la société. A la fin du processus, ils font des

recommandations après avoir rencontré des experts en la matière et débattu avec les politiques. Les citoyens tirés au sort n'ont pas nécessairement la culture de la participation. Ils représentent un « ventre mou » – et j'en fais partie – hyper instrumentalisable par le politique. Je me suis retrouvée à observer cette configuration où les politiques mènent la danse parce qu'ils connaissent techniquement mieux le dossier. Le vocabulaire d'ingénieur anesthésie le citoyen curieux du devenir de sa ville.

Mustapha : Je serais plus vindicatif. Le temps est venu de punir cette majorité. A l'approche des élections communales, s'ils ne font pas marche arrière avec le plan du métro, on pourra tout simplement couler la majorité par un vote sanction. Quand, en Flandre, les gens votent pour la NVA, ce n'est pas parce qu'ils adhèrent à son idéologie mais parce qu'ils en ont ras-le-bol : décider à la place de la population, ce n'est pas la démocratie.

Expertise et créativité

Redouane : On doit plus mobiliser et manifester. On devrait faire un rassemblement chaque semaine, pour marquer le coup. L'histoire idéale serait de vivre comme en Suisse qui pratique le référendum. En Suisse, les gens ne connaissent pas le nom des politiques tellement le pays est démocratique. Ici, on finit par les connaître tous tellement ils nous font du mal.

Alain : Il faut modifier la Constitution pour y inscrire le référendum. La consultation populaire prévue par l'article 318 de la loi communale est une façon de prétendre recueillir notre avis que les politiques pourront ensuite balayer pour favoriser leur choix. Tandis que si le référendum est inscrit dans la Constitution, les politiques seront obligés d'en respecter le résultat. Par ailleurs, nous avons décidé de faire une pétition pour demander le classement du Palais du Midi menacé par le chantier. 150 signatures nous permettront de faire cette demande.

Younes : Une réforme de la Constitution nous mène sur le long terme. Dans l'immédiat, nous pouvons appuyer sur deux leviers : les pétitions et les interpellations citoyennes.

Pour cela, il faut former un groupe solide qui puisse avoir du poids sur les prochaines élections. A un moment donné, malheureusement ou heureusement, il va falloir s'investir en politique, dans un parti politique le plus « démocratique » en termes de gestion et de transparence. A plus long terme, il s'agirait de créer notre propre groupe.

Idéalement, face à un projet qui impacte tout un quartier, le défi est de faire agir la population et les acteurs du terrain au cœur de la vie des quartiers. Par exemple, au lieu de ramener des bureaux d'études d'Ostende, on choisit de travailler avec des experts bruxellois, ingénieurs, géologues, sociologues, assistants sociaux, éducateurs. Parce qu'on ne peut pas gérer un quartier ou une commune sans tenir compte de sa sociologie, de sa démographie et même de sa philosophie.

Chérine : La participation idéale, c'est d'organiser des joyeux bordels ! On s'installe au Palais du Midi, qui veut venir et parle. On fera en sorte que chacun ait le sentiment d'avoir dit ce qu'il avait à dire et qu'on ait reconnu son propos autant que celui de son voisin. L'objectif n'est pas de compiler les propos mais de faire émerger les avis, les convergences et divergences pour créer des outils de participation taillés sur mesure. Non seulement adaptés à la thématique, mais surtout aux réalités de terrain.

Félicien : Il faudrait que le processus de participation soit beaucoup plus transparent sur les effets : le politique doit systématiquement faire un retour. Les gens sont capables de comprendre qu'on n'a pas été dans leur sens pour peu qu'on leur explique les raisons. Mais tant qu'il n'y a pas de volonté politique honnête et réelle de faire de la participation, j'ai tendance à croire qu'il faut davantage organiser la participation en dehors des cadres institutionnels, via l'éducation permanente par exemple.

Samira : En plus de créer des maisons de quartier, nous voulons des comités de quartier regroupant habitants et commerçants qui s'exercent à la vraie participation en mélangeant le je, le nous, le politique et l'individuel. Pour en faire un lieu neutre et vivant.

Christian : J'ai travaillé sur le processus participatif futur de l'Europe. Je connais des exemples en Irlande et en France où l'on commence par une description de la situation avec toutes les informations de l'administration disponibles. La sélection des membres du panel aurait dû tenir compte d'une description de la diversité du quartier Stalingrad en termes de genre, de niveau de revenu, de génération, du mode de transport utilisé. Sur base de ces faits, on peut alors tirer au sort, tout en garantissant la diversité dans les panels. Dans le cas du Métro 3, j'ai eu l'impression qu'on n'a utilisé que les formulaires de candidature, ce qui exclut tous les gens qu'on aurait pu impliquer de manière plus proactive, par exemple en leur téléphonant ou via le porte-à-porte. Au Comité Stalingrad, nous avons imprimé des folders en quatre langues (français, néerlandais, anglais et arabe) avec ce message: «Nous voulons participer au processus, et entendre votre perspective comme voisin». Nous avons distribué ce papier dans les boîtes aux lettres avenue de Stalingrad et alentours. Nous avons fait du porte-à-porte. Ce n'est pas facile et ça prend du temps... J'ai le sentiment que le processus officiel ne s'est jamais passé comme ça.

Pour en revenir au panel, l'enjeu est de former des petits groupes où l'on collecte les idées, les rêves, les préférences en cherchant les points communs. Et de petits groupes à plus grands groupes, on progresse avec ce souci de faire des connexions pour arriver à une perspective la plus intégrée et la plus inclusive.

Chérine : Je crois que nous devrions avoir l'humilité de nous dire que la participation idéale n'existe pas. Politiciens et citoyens doivent accepter qu'on va tester par essais et erreurs. C'est possible que ça foire, qu'on se le dise ! Bruxelles aura du mérite, si elle essaye. ■

Propos de **Samira, Chérine, Félicien, Brahim, Mustapha, Alain, Redouane, Younes, Liz, Christian, Jan et Gabor**, recueillis par **Nathalie Caprioli**

[1] <https://comitestalingrad.wordpress.com/>

Déboires et déceptions ?

Professeur émérite en sociologie KUL,
engagé dans des mouvements de mobilisation sociale Albert **MARTENS**

Ancienne échevine de Schaerbeek,
directrice d'une association de la Cohésion sociale dans le bas de Forest Tamimount **ESSAÏDI**

*Cet article et le suivant se lisent ensemble.
Ils présentent deux approches critiques de l'action citoyenne
selon différentes générations : le legs des anciens fait-il
écho à la situation actuelle que connaissent
4 jeunes socialement engagés ?*



usqu'à la fin des années 1960, seuls les tribunaux pouvaient canaliser les oppositions des citoyens (propriétaires) aux plans urbanistiques des pouvoirs publics. Ceux-ci usaient et abusaient du principe « d'utilité publique » pour aménager l'espace urbain. L'issue des contestations se jouait entre propriétaires, experts, notaires, avocats et juges...

Fin 1969, la « Bataille des Marolles » et les luttes au « Quartier Nord » contre le Plan Manhattan, mirent ces plans d'aménagement en question. Des habitants

(propriétaires, locataires, usagers...) contestèrent le bien-fondé de ces décisions politiques. Déjà à ce moment-là, l'apport et le soutien d'intellectuels engagés (ARAU, Inter-environnement, Bral, AAM, La Cambre, etc.) furent stratégiques pour argumenter les débats. La bataille des Marolles permit le sauvetage du quartier menacé par l'extension du Palais de Justice. Au Quartier Nord, ce fut la déconfiture.

Participer n'est pas décider

La mise en place du Conseil et du Collège de l'Agglomération bruxelloise (1971-1989) permit enfin aux citoyens concernés d'émettre des avis et des conseils, voire des propositions lors d'enquêtes publiques pour différents plans d'aménagements urbains. Une

Intergénérationnels



© Massimo Bortolini

participation citoyenne est enfin admise et reconnue ; elle est néanmoins fragile et aléatoire. Le pouvoir politique n'est pas tenu d'en tenir compte. Il ne doit même pas, sauf quelques exceptions, justifier son refus.

Au cours des ans et surtout ces dernières années, cette participation citoyenne est à nouveau fortement prônée comme remède au désintérêt pour la chose publique, voire pour éradiquer des positions extrémistes antidémocratiques. Mais tant que les choses ne changent pas en aval et en amont, ces espérances sont vaines. En aval : les pouvoirs en place acceptent de moins en moins de contraintes « populaires et participatives », apportent des informations opaques ou erronées et se déchargent de leurs responsabilités. En amont : les citoyens éprouvent une ignorance, une méconnaissance et un

manque d'endurance croissantes. Concédé au début des années 2000, notamment en instaurant la participation lors de « contrats de quartier », cette participation se réduit comme une peau de chagrin.

Le jeu en vaut-il encore la chandelle ?

A quoi bon se laisser berner ? Récemment, une ancienne militante et échevine de la participation nous disait : « C'est bien de réfléchir à une contribution sur la participation citoyenne dans les quartiers populaires et de faire interagir les générations actuelles et les futures sur une thématique inscrite depuis des années dans les programmes politiques. Mais chaque fois que l'on aborde cette question, nous sommes amenées à nous rappeler que le processus de décisions s'opère dans un système

institutionnel complexe ; il s'apparente à un bourbier dans une lasagne institutionnelle indigeste. Quels seront les choix et comment ces choix vont-ils se traduire en décisions ou en réglementations ? Et avec quelles conséquences pour la vie des gens ? ».

La subdivision des compétences politiques favorise le «saucissonnement» des dossiers. De plus, il faut beaucoup de temps pour prendre une décision ; le processus sera long, voire très long. Après, plusieurs mandatures, au moment du choix, l'option décidée deviendra «illisible» pour les citoyens. C'est notamment le cas pour des projets pharamineux et coûteux comme le quartier Nord, la ZIR Josaphat, le métro bruxellois, les plans Good Move...

Enfin, notre époque est traversée par des tensions et des changements forcés (pandémie, inflation, conséquences de guerres en Europe et ailleurs...). Ce contexte impacte notre quotidien. La crise du Covid a accentué la dégradation des conditions de vie déjà précaires des classes populaires. La fracture numérique touche de plein fouet les populations de ces quartiers, l'accès aux institutions est devenu le parcours du combattant. Entrer en contact avec une administration et interagir dans une relation de participation citoyenne reste une gageure.

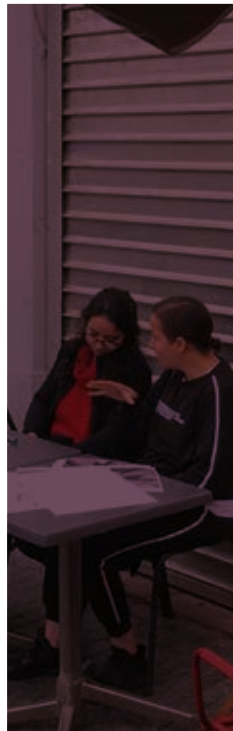
La participation citoyenne: une chimère ?!

Quel est le résultat de ces lieux de concertation pour les quartiers populaires ? Un bon bâti, de bonnes rues pavées, de jolis parcs mais une gentrification galopante, des *no man's land* bobos en progression ?

Quand on parle à des jeunes issus des quartiers populaires de la participation

citoyenne, ils sont désabusés, ils nous renvoient à nos échecs, ils sont observateurs de contestations sociales physiques aux résultats nuls (manifestations en France sur les retraites, fermeture sauvage d'entreprises comme Delhaize...). Pour ces jeunes, la participation n'est pas efficace; ils préfèrent exercer leur pouvoir via les réseaux sociaux en boycottant ou en cliquant. L'approche virale d'une information ou d'une communication donnerait plus de résultats.

Nous sommes traversés par un changement de paradigme, nos politiques travaillent dans des délais courts, celui de leur mandat. Ils délèguent une partie de leur responsabilité à des sociétés de consultance et à coups de millions d'euros, ces derniers se chargent de tracer les contours d'une participation biaisée.



Ou es

BRAL Benjamin DELORI

urbanisme et les luttes pour le droit à la ville ont marqué l'histoire de Bruxelles. Aujourd'hui et comme ailleurs, nous faisons le point sur l'héritage de ces luttes. Les générations précédentes ont lutté pour préserver leur patrimoine culturel, leur qualité de vie et leurs identités communautaires. Leur engagement a contribué à façonner la ville telle que nous la connaissons.

Reposer la question de la participation citoyenne, c'est réaliser l'état de la question. Nous nous éloignons du modèle de Porto Allegre¹, où il y avait un temps important réservé pour la formation des classes populaires. Ce modèle participatif permet la diffusion de l'idée de justice sociale avec une redistribution, où les quartiers les plus pauvres sont prioritaires dans l'accès à l'investissement...

Actuellement nous nous situons dans un contexte où la participation devient un concept « vide » à l'instar de la transformation du concept de « développement durable », vidé de son sens premier. Des bureaux de lobbyistes se sont approprié le contenant pour le remplir d'un contenu qui n'a rien à voir avec des valeurs d'une société plus juste socialement et écologiquement. Le concept de participation risque de prendre le même chemin.

Il faudrait réaliser des états généraux dans le domaine de la participation. L'héritage laissé par les anciens devrait servir de point de départ de l'analyse. L'enjeu crucial pour garantir la participation et la formation des classes populaires, être aux côtés des gens, s'inspirer de leurs expériences, les écouter, donc, prendre du temps, le processus devrait être co-construit : Vivre Ensemble, c'est Faire Ensemble, on ne fera pas l'économie de cette co-construction. Une société inclusive est une société qui tient compte de l'ensemble des groupes sociaux, qui avance en ne laissant personne au bord de la route. ▀

[1] Sur Porto Allegre, lire l'interview de Marie Duquesne (Periferia) en pages 38-41.

Espoir d'imposer notre temps ?

Développement
local intégré **Félicien DUFOOR**

Militante urbaine,
fille de commerçants **Samira HAMMOUCHI**

Sociologue **Chérine LAYACHI**

Mais nous, 4 jeunes réalisateurs¹ engagés, connaissons-nous la « bruxellisation », ce phénomène des années 1960 et 1970 où le public et le privé ont exproprié et démolit pour développer la ville, ses nouvelles infrastructures de mobilité et ses quartiers modernes ? Étions-nous conscients que les outils de participation que nous connaissons sont le résultat des luttes des associations et comités de quartier ? Non.

Cela a pris son temps, mais nous voilà le nez dans les archives du passé. Nous avons beaucoup appris sur

Bruxelles grâce à des films comme « La bataille des Marolles »² sur la résistance des habitants de ce quartier populaire en contre-bas du Palais de Justice, menacés d'expulsion en 1969 par les pouvoirs publics, ou « Dans 10 jours ou dans 10 ans »³ qui montre comment la construction du « tout aux bureaux » a chassé de nombreux résidents du quartier historiquement immigré de la gare du Midi. Ces films nous permettent de comprendre le développement urbain de l'époque, sa violence mais aussi ses résistances. On adore passer du temps sur le site de la Sonuma (les archives audiovisuelles de la RTBF), regarder des vieilles



© Les Ateliers Urbains

Co-réaliser des films engagés : une autre façon de participer.

cartes postales, ou papoter avec l'un ou l'autre ancien et ancienne pour entendre les anecdotes du « Bruxelles d'avant ». Un Bruxelles qui suscite la nostalgie chez ceux qui ne l'ont pas connu, nous y compris.

Désormais, non seulement nous savons plus, mais nous participons. Nous sommes à vos côtés, chers aînés, en commission de concertation dans les communes, en commission délibératives dans les parlements. À nous approcher des structures associatives d'éducation permanente, à faire des films engagés, nous participons à la lasagne et en dégustons le contenu. Si nous sommes le produit de votre héritage, permettez-nous de parler de vos réussites plutôt que de vos échecs. Car, si échec il y a, c'est celui du manque d'évaluation des outils de participation.

Passé instructif, avenir commun

Si on compare les Bruxellois d'aujourd'hui et d'antan, les anciens nous disent que les choses ont évolué dans une bonne direction, que l'époque où des ministres fédéraux prenaient toutes les décisions pour Bruxelles est révolue. Depuis la création de la Région en 1989, Bruxelles est devenue maîtresse de son sort et responsable de sa planification territoriale, de sa réglementation de l'utilisation du sol, de l'aménagement du territoire et de

la mise en œuvre des politiques en matière de logement, d'environnement, de mobilité.

C'est à Bruxelles, qu'il existe, avant même 1989 pour certains, des corps intermédiaires⁴ financés par la puissance publique : les fameux ARAU (Atelier de recherche et d'action urbaines), BRAL (Mouvement urbain pour Bruxelles), ou IEB (Inter-Environnement Bruxelles). Des associations qui, selon les principes de l'éducation permanente, outillent les citoyens d'une « capacité d'analyse et d'action sur le devenir de leur ville »⁵. Rencontrer cet écosystème nous a ouvert les yeux : la ville est un patrimoine commun, à protéger. Alors, quand nous avons vu notre Avenue Stalingrad s'éventrer... Quand nous avons découvert la durée du chantier et l'opacité du budget... Nous nous sommes sentis appartenir à cette lutte pour préserver notre patrimoine.

Forts de cet héritage, à notre époque où les outils de participation citoyenne ne manquent pas et où la (timide) marge de manœuvre existe, nous sommes présents. Naïfs, pensant faire pencher la balance, nous avons écumé tous ces moments. Sans succès, puisque la décision politique était déjà prise. L'objectif est certes d'entendre notre avis, mais nous arrivons à la fin du processus, lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre.

L'échec des outils, dans leur forme actuelle, est qu'ils renforcent le sentiment de ne pas être entendus, que notre expertise en tant que citoyens n'a pas de poids dans le cadre des projets publics. D'aucuns diraient qu'on ne peut pas participer collectivement tant que les outils ne veillent pas à la représentativité et à l'inclusion. D'autres pourraient critiquer l'équilibre entre participation et décision/responsabilité politique ou entre les différentes temporalités.

Marge de manœuvre réelle ou oasis participatifs ?

Ces dernières années, impliquer les citoyens et citoyennes dans la conception et la mise en œuvre de projets est devenue l'obsession de nombreuses villes, la nôtre ne faisant pas exception. Aujourd'hui, les autorités locales organisent des consultations publiques, des ateliers de co-conception, des sondages d'opinion et d'autres formes de participation pour recueillir les avis des citoyens sur les projets urbains. L'objectif de ces initiatives est de renforcer la démocratie locale, de favoriser une prise de décision plus éclairée et transparente, et de mieux prendre en compte les besoins et les intérêts des différents groupes de la population. Malgré certaines avancées, plusieurs défis substantiels subsistent. Parmi eux, être entendu et voir son expertise citoyenne considérée dans les processus décisionnels. La transparence des budgets et la gestion des chantiers urbains sont également des enjeux majeurs à aborder.

Quand on voit la mobilisation incroyable dans et en dehors des cadres institutionnels de participation pour sauver la friche Josaphat, dernier joyau de biodiversité à Schaerbeek, nous pensons à la mobilisation malheureuse du quartier Nord, ou de Tour & Taxis, ou ...

Heureusement, des victoires historiques comme aux Marolles, à Saint Job ou au parc de Scheutbos à Molenbeek, nous donnent espoir. En dépit des propos

d'un ministre régional convaincu qu'il faut « rendre les gens heureux contre leur volonté »⁶, on se demande si cet élu a plus de considération pour les Bruxellois que les ministres fédéraux d'antan. Il nous expliqua qu'à Bruxelles tout prend du temps pour se décider et qu'il est l'heure d'avancer !

Le temps de se battre

Nous aussi, désormais, nous nous battons à vos côtés. Pour vous/nous préserver. Pour ne pas céder à la tentation de tout supprimer pour plus de clarté⁷. Il est temps d'avoir notre ville en main, en gardant à l'esprit que c'est justement le temps qui est inégal. Le temps de la décision politique n'est pas celui du mandat, qui n'est pas non plus celui de l'investissement. En poursuivant ces réflexions, nous pourrions façonner une ville qui répond véritablement aux besoins et aux aspirations de tous ses citoyens, si elle se donne le temps de préserver ses commerçants et les habitudes de ses habitants. Une ville qui vit au rythme de ses usagers plus que de ses décideurs.

Aujourd'hui, militants, citoyens, usagers de cette ville, nous nous battons pour imposer notre temps. Le temps de l'évaluation des outils de participation citoyenne, le temps de l'innovation démocratique et le temps de la responsabilité politique des fameux échecs, les nôtres, chers aînés.

[1] Avec Anas Ticot et l'aide de Liévin Chemin, nous avons réalisé « Stalingrad : avec ou sans nous ? » disponible sur Youtube.

[2] A voir sur le site des archives audiovisuelles sonuma.be.

[3] A voir sur le site de vimeo.com

[4] Alexis de Tocqueville définit les corps intermédiaires comme des groupes et associations entre l'État et les individus, tels que les associations, les corporations, les syndicats, les institutions religieuses. Ces structures jouent, dans une certaine mesure, un rôle dans la protection des libertés individuelles et dans la préservation d'une société démocratique équilibrée.

[5] Issu de la description de l'ARAU à retrouver sur www.arau.org/fr/qui-sommes-nous/

[6] Pascal Smet, alors ministre de la Mobilité à la Région Bruxelles-Capitale. Propos recueillis pour notre premier film « Stalingrad, avec ou sans nous ? » disponible sur Youtube.

[7] La secrétaire d'Etat Nawal Ben Hamou propose de supprimer les commissions de concertation.

Voir : www.arau.org/fr/hawal-ben-hamou-attaque-la-democratie-urbaine/

Illustrations : Sarah Langolf
 Texte : Nathalie Caprioli



Un groupe de femmes du CEDAS a participé au film collectif des ateliers urbains du CVB « Mais qui veut changer Liedts ? ». Le film questionne le méga projet du métro 3 à Schaerbeek qui remplacera le tram 55 sur le même trajet, mais à 20 mètres de profondeur. Tandis que la commune et la STIB annoncent environ huit ans de travaux à partir de 2024, des habitants se posent plein de questions, émettent des doutes, partagent leurs inquiétudes.

Citoyennes militantes cinéastes

Tout a commencé à l'automne 2021 lors d'un atelier citoyen dans le local du CEDAS, Centre de développement et d'animation schaarbeekois



« Liévin nous a montré comment utiliser la caméra, comment poser des questions aux gens. On s'est filmées nous-mêmes puis on s'est lancées ! » Yeter



à la Maison communale. On a pris la parole même si on ne comprenait pas le français à 100 %.



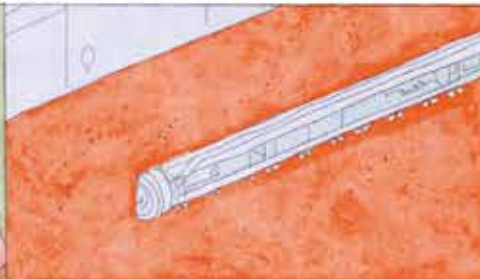
Mokhtaria, participante au projet



Lors du tournage, le groupe a passé une après-midi place Liedts, pour attirer l'attention des habitants.



« Les passants nous ont prises pour des géomètres ou des ingénieures de la STIB » Halima



« La plupart ne sont pas au courant du méga chantier à venir. C'est normal. Qui assiste au conseil communal ou lit le Schaarbeek info? Personne » Geoffrey, animateur au CEDAS.

Le problème n'est pas le métro mais la durée du chantier.

Notre vraie priorité est l'insécurité dans nos rues !

Je réalise que je devrais quitter le quartier si les loyers augmentent après les travaux. Ce serait très dur pour moi.



Ces habitants sont déçus par le manque d'informations et par une certaine condescendance des élus. Ils sont aussi déconcertés par la méconnaissance de leur quartier multiculturel de la part des concepteurs du projet.

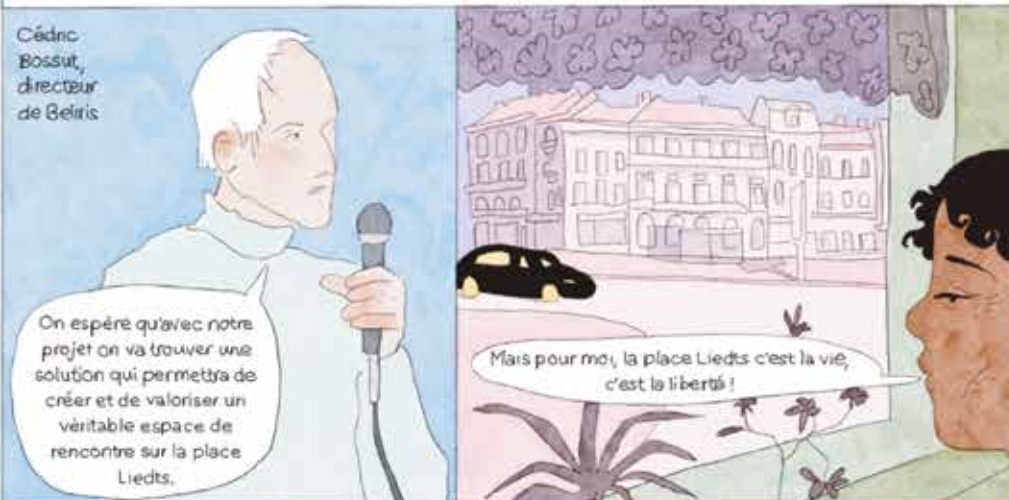
Mon commerce fait vivre trois familles. Le Covid m'a fait craindre pour l'avenir. Les travaux pourraient m'achever.

Cédric Bossut, directeur de Beliris

On espère qu'avec notre projet on va trouver une solution qui permettra de créer et de valoriser un véritable espace de rencontre sur la place Liedts.

Mais pour moi, la place Liedts c'est la vie, c'est la liberté !

La rue de Brabant est une artère commerciale majeure! On n'est pas prêts à accepter le ballet des camions et des bennes qui paralysera nos rues sans alternative.



Yeter résume : « Nous voudrions une vraie enquête publique auprès des habitants avec du porte à porte, à la place d'affiches ou de 10 lignes dans le journal communal. Mais on ne croise pas souvent nos élus dans nos rues. La politique c'est nous-mêmes! Sans les citoyens, il n'existe pas de politiques

Aller chercher **LES GENS** là où ils sont

Entretien avec Marie **DUQUESNE**
Chargée de projet à Periferia

Association d'éducation permanente installée à Bruxelles depuis 25 ans et s'inspirant d'expériences brésiliennes, Periferia œuvre tant avec des collectifs citoyens qu'avec des pouvoirs publics pour mettre en place des processus de participation dans des projets de quartier, qu'ils soient de revendication ou de construction. Sa mission est de remettre au cœur du débat politique les personnes les moins entendues, du fait de leur position en périphérie des espaces de décision.

En quoi les modèles de participation citoyenne d'ailleurs sont-ils transposables ici, même si les contextes et les publics diffèrent de ceux de Bruxelles ?

Marie Duquesne : A Fortaleza, dans le nord-est du Brésil, l'ONG qui a inspiré Periferia travaille depuis les années 1990 sur les questions d'organisation collective et de reconnaissance des capacités citoyennes. En renversant le schéma habituel de la coopération au développement, où le Nord vient dire au Sud ce qu'il faut faire, nous avons voulu nous inspirer du Sud pour travailler dans les quartiers populaires de Bruxelles. Le modèle de budget participatif le plus médiatisé a été celui de Porto Alegre où une grande partie des investissements publics a été directement discutée avec les habitants, notamment celles et ceux qui sont le plus à marge. Ceux-ci ont ainsi impulsé une inversion des priorités politiques conduisant à ce que les ressources soient davantage consacrées aux quartiers jusque-là les plus oubliés et exclus.

Une autre expérience inspirante nous vient de Molina de Segura en Espagne où le budget participatif n'émane pas initialement du politique mais de comités d'habitants, ce qui permet de mieux pérenniser le processus.

A Bruxelles, ce que l'on appelle « budgets participatifs » sont souvent en réalité des enveloppes de 5.000 à 15.000 euros, attribuées à des citoyens porteurs de projets au sein de leurs quartiers. Ce faisant, on perd le cœur du budget participatif parce que la question de pouvoir n'est pas

dans les mains des citoyens puisqu'ils n'ont pas un regard sur l'entièreté du budget d'investissement ni sur les priorités par rapport à leurs besoins.

De votre expérience, les citoyens et citoyennes ont-ils envie d'avoir cette vue sur l'ensemble de budgets et de s'impliquer ?

Marie Duquesne : Pas forcément... Mais quand les énergies sont animées via l'éducation permanente, via aussi l'éducation populaire, des citoyens veulent alors s'intéresser à la chose publique.

Au Brésil, la ville de Garulhos travaille en partenariat avec l'Institut Paolo Freire, dans l'esprit de l'éducation populaire et de la pédagogie alternative, où la formation des citoyens est le point central. On s'exerce à parler en public, à se sentir capable et légitime à participer, on y pratique l'alphabétisation budgétaire (lire l'encadré ci-dessus) où on apprend à comprendre un budget et ses enjeux politiques. On organise aussi des sessions sur la santé communautaire, le logement, ... L'objectif étant de politiser son propre vécu, c'est-à-dire de dépasser un problème individuel pour le placer à hauteur des besoins collectifs.

Or, bien souvent, dans les espaces de participation citoyenne traditionnels, comme ceux qui existent chez

Se former ensemble

C'est à partir d'un partenariat avec l'Institut Paulo Freire qu'une formation d'éducation populaire a été mise en place, spécifiquement orientée sur le budget participatif (BP). La formation s'inspire des méthodes pédagogiques de Paulo Freire et les thématiques abordées sont liées aux enjeux locaux et aux besoins en compétences identifiés par les participants : santé, logement dans le quartier ou encore cours sur les mouvements sociaux par exemple. L'objectif est de partir des réalités locales des participants afin de questionner des apports plus théoriques, pour avoir une vision plus globale, notamment sur la ville. D'autres cours permettent de comprendre les dynamiques en lien avec le BP : budget public et processus budgétaires, politiques publiques, ou encore définition des rôles et fonctions de chacun dans le BP... L'idée est de se former ensemble. Ces espaces sont donc ouverts aussi bien aux représentants de la population, qu'aux élus ou encore aux agents communaux.

A partir de cette formation, on constate un renforcement de la citoyenneté ainsi qu'un regard critique sur la ville et sur sa construction. Un préalable nécessaire pour transformer la ville.

nous, l'échevin, les architectes et divers experts – autrement dit, ceux qui maîtrisent les outils et qui font aussi partie des classes dominantes – se retrouvent dans un face-à-face direct avec des groupes d'habitants.

Si nous voulons travailler avec les gens à la marge des espaces de décision, il y a des préalables. Ce travail de préalable est au cœur de notre métier. L'éducation populaire vise à développer l'esprit critique et la prise de conscience des enjeux et du monde qui nous entoure. L'éducation populaire fait appel à différents outils et modes d'expression, que ce soit le théâtre de l'opprimé, la musique, la poésie, la vidéo, et même le football. L'objectif est de prendre conscience de son vécu et des systèmes de domination pour ensuite construire des revendications.

Quelle est précisément votre expérience avec le Football 3 (à prononcer « tres », trois en espagnol) ?

Marie Duquesne : C'est un football différent car il vise à être inclusif et à remettre en question les rapports de force au sein de la société et de certains quartiers. Pourquoi le football ? Parce que c'est un vecteur de mobilisation assez fort. La méthode est née en Colombie dans un contexte où ce sport était source de violence énorme. Pour vous donner une mesure : en 1994, un footballeur s'est fait assassiner à Medellin parce qu'il avait marqué un but contre son camp lors de la Coupe du monde.

La méthode consiste à travailler en 3 temps sur les relations de paix à travers le football. Au premier temps, le groupe choisit des valeurs qu'il veut incarner durant la partie, telles que le partage, le respect, l'équité, la liberté, l'honnêteté... Ensuite, il définit des règles fondées sur ces valeurs. Si je prends l'exemple de la solidarité : pour qu'un but soit valide, tous les joueurs doivent avoir touché le ballon avant de marquer pour que le but soit valide ou le score doit être ouvert par une femme. La partie est fondée sur ces accords. Elle se joue sans arbitre, mais avec un médiateur. Le troisième temps prévoit un moment de débat pour commenter la partie et comprendre ce qu'elle a permis en termes d'échanges. L'équipe qui gagne n'est pas tant celle qui a marqué le plus de buts mais celle qui a le mieux respecté les règles.

Nous avons expérimenté cette méthode avec des groupes mixtes à Schaerbeek et à Molenbeek. Elle a permis de réfléchir ensemble, de manière ludique, sur les règles, leur raison d'être, leurs conséquences. Le lien est évident avec ce qui précède : en préalable au budget participatif, il faut aussi un règlement !

Avez-vous déjà proposé ce même modèle en 3 temps à des mandataires politiques ?

Marie Duquesne : C'est en réflexion. Ce ne serait pas mal en effet d'organiser un tournoi de Football 3 avec des échevins, des fonctionnaires communaux, des jeunes du quartier et des associations pour réfléchir ensemble à la gestion d'un futur centre de quartier par exemple, y compris au règlement de ce centre. Bien sûr, jouer un match de football ne peut être comparé à gérer un espace collectif. Il n'empêche que dans les ceux cas, il faut s'accorder sur des règles et des valeurs communes.

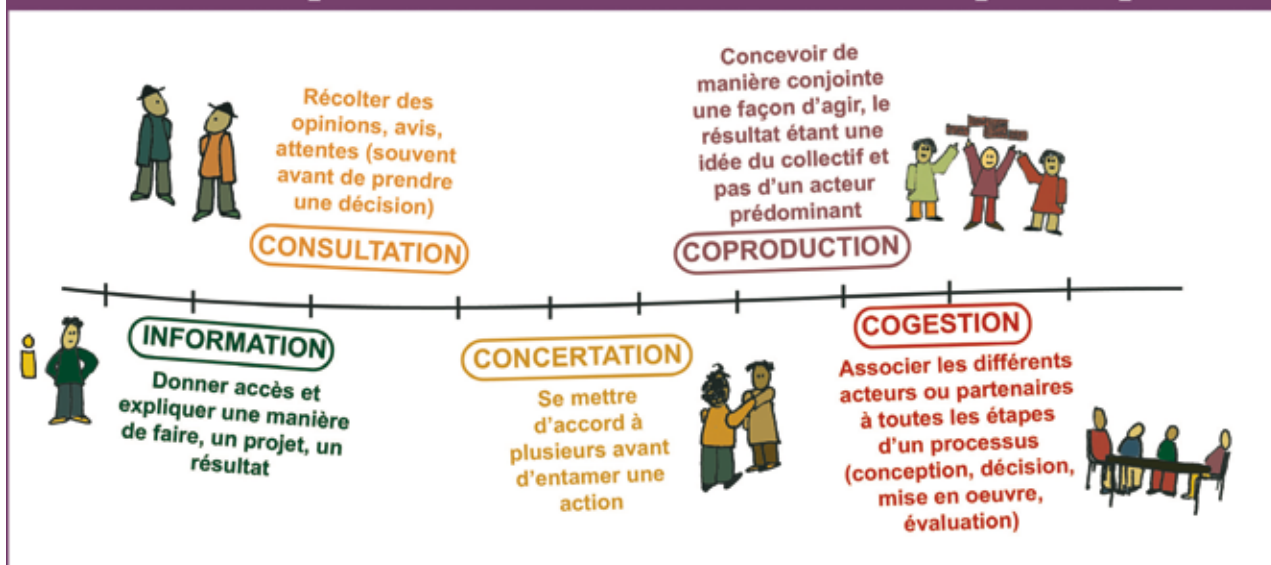
Comment qualifiez-vous l'écoute des politiques dans les processus de participation citoyenne ?

Marie Duquesne : Au niveau de l'éducation permanente, d'où nous recevons nos principaux subsides, la liberté d'action est réelle.

Au niveau local, nous observons qu'une minorité d'élus politiques croient vraiment en la participation citoyenne et souhaitent donner plus de pouvoir aux citoyens. Il y a une crainte vis-à-vis de ceux dont l'opinion irait à l'encontre de leurs intérêts.

Par contre, la grande majorité des élus voient la participation citoyenne comme une obligation prévue dans un cadre légal. Certains considèrent uniquement l'approche quantitative; le nombre de participants ou de votes en ligne serait le préalable à la qualité démocratique. Pour notre part, nous visons la qualité de la participation avant la quantité : l'enjeu est d'aller chercher les gens qui n'ont pas l'habitude de participer, qui ne sont pas au pouvoir, qui n'ont pas accès aux espaces de débat public et, en ce sens, entreprendre un travail d'éducation populaire avec eux pour que, dans un

Une autre représentation des niveaux de la participation



Extrait de "Mettre en place et transmettre des démarches de participation", Periferia, 2014, p. 8.

deuxième temps, peut-être, on atteint un objectif quantitatif. Pour nous, ce travail de long terme et d'approfondissement est un préalable à la qualité démocratique.

Comment faire pour aller chercher les gens ?

Marie Duquesne : Aller chercher les gens là où ils sont et ne pas attendre qu'ils viennent : c'est faire du porte-à-porte, discuter à la sortie des écoles, demander aux associations de quartier de jouer un rôle de relais. Bref, aller vers les gens pour ensuite organiser des ateliers directement dans l'espace public, au lieu de les inviter à 20 heures dans une salle communale où ils n'entrent jamais. Il faut ainsi mettre en place une série de conditions avec, par exemple, des horaires adaptés, une garderie organisée, un défraiement prévu...

En 2021, nous avons participé à une étude croisée sur « Pourquoi les citoyennes et citoyens ne participent pas davantage »¹. 3 causes principales ressortent des différentes expériences : soit les gens ne sont pas informés, soit ils ne se sentent pas légitimes de participer, soit ils pensent que ça ne servira à rien. Il faudrait donc orienter nos processus en fonction de ces constats. De plus, pour motiver les citoyens, il s'agirait de les inviter à discuter sur des enjeux qui les touchent dans leur quotidien, et non sur le choix de la couleur des bancs publics.

Et enfin, le processus de participation doit être transparent sur les règles. Le politique doit être capable d'annoncer

clairement à quel stade de la participation il se positionne [voir le schéma de l'échelle de la participation ci-dessus] : vient-il informer sur un projet qui sera mis en place dans le quartier ? Ou invite-t-il à la co-construction du projet ? Lorsque des citoyens s'attendent à co-construire alors que tout est déjà décidé, les effets peuvent être destructeurs sur le long terme. Confiance trahie, perte de temps... le citoyen n'oubliera pas de sitôt. C'est pourquoi la transparence doit être de mise, avec des règles précises sur les raisons de la présence des citoyens, la durée de leur participation, le mode de prise de décision et le rendu des comptes qui sera fait *a posteriori*.

En Irlande, des conventions ont permis d'ouvrir des débats contradictoires sur des sujets sensibles comme la dépénalisation de l'avortement ou le mariage homosexuel, avant de réviser la Constitution. Une assemblée constituée de politiques et de citoyens tirés au sort a pris le temps nécessaire pour traiter ces questions sociétales, sollicitant des experts, prévoyant aussi des aller-retours dans le débat public et médiatique. Bref, toute la société s'est intéressée à cette convention citoyenne qui a permis le vote *in fine*. Ce temps pour un débat contradictoire et du conflit est à la fois sain et constructif – ce qui a cruciallement manqué dans le Plan Good Move ou celui du chantier du Métro à Bruxelles. ▮

Propos recueillis par **N. C.**

[1] Pourquoi les citoyennes et citoyens ne participent pas davantage, 2021, 28 p. Disponible sur periferia.be

JUIVE – ARABE : faut-il choisir ?



© Massimo Bortolini

Française, juive sépharade, d'origine tunisienne et algérienne par ses grands-parents, et donc arabe et africaine, Cléo Cohen épluche les couches visibles et cachées de ses identités plurielles. Dans cette entreprise au long cours, la réalisatrice filme ses grands-parents et les sonde sur leur exil en France dans les années 1960. C'est une histoire pleine de manque, de souffrance et de tendresse. Pour la raconter, Cléo marche sur des œufs, quitte à en casser.

Cléo Cohen – et pas Chloé ; « *Pensez à Cléopâtre !* » me lance-t-elle avec autodérision alors que je persiste à entremêler ses lettres – est née en 1993. Elle a 29 ans lorsque nous la rencontrons à Bruxelles à la 22^e édition du Festival Cinemamed qui a programmé son film *Que Dieu te protège*¹. Elle a fait le voyage de Tunis où elle vit depuis peu – nous y reviendrons.

Dès les premières secondes de son film, la réalisatrice annonce la couleur par une citation d'Albert Memmi (1920-2020), sociologue franco-tunisien qui dénonça la mécanique de domination coloniale, laquelle a fabriqué des colonialistes comme elle a fabriqué des colonisés. « *Le colonisé ne cherche pas seulement à s'enrichir des vertus du colonisateur. Au nom de ce qu'il souhaite devenir, il s'acharne à s'appauvrir, à s'arracher à lui-même.* » Ces mots chargés sont extraits du *Portrait du colonisé* et *Portrait du colonisateur*, essai que Memmi écrit

en 1955-1956, en pleine guerre d'Algérie, et devenu une des références dans les luttes de libération nationale, aux côtés des œuvres de Franz Fanon et d'Aimé Césaire².

Cléo Cohen s'explique : « *La phrase témoigne du travail de recherche que j'ai mené pour ce film. Albert Memmi est l'un des penseurs qui analyse très bien l'ambivalence identitaire des Juifs Tunisiens. Dans certains passages de son livre, je reconnais ma grand-mère ! Memmi est une sorte de mentor grâce à qui j'ai trouvé mon fil conducteur. Cela dit, j'ai renoncé à le citer plusieurs fois car je voulais que le film soit sensoriel et non didactique. J'aimerais cependant ajouter que ce livre en tant qu'objet symbolise le décalage entre mes grands-parents et moi. C'est par les livres, la recherche et l'intellectualisation que j'ai abordé les questions d'appartenances identitaires, alors que mes grands-parents n'ont jamais lu sur ces sujets. La citation me permet d'assumer ce décalage entre nos registres de langage qui se confrontent et entrent parfois en collision – et quand la confrontation n'est pas exprimée par le verbe, elle passe alors par le corps.* »

En effet, plus loin dans le film, une scène illustre la puissance du non verbal : Flavie, sa grand-mère franco-algérienne, tout occupée au rangement de son armoire, ne se retournera pas pour répondre à sa petite-fille qui la bombarde de questions sur la non transmission de la langue arabe. « *Ça m'a pas empêché de dormir !* », répliquera-t-elle au placard, faisant littéralement le gros dos. « *Il y a plein d'autres moments dans le film où mes grands-mères déçoivent mes attentes, commente Cléo. Elles ne me répondent pas, me tournent le dos, partent alors que je les filme. Elles se dérobent toujours à mes questions. Mais c'est aussi l'histoire du décalage de générations. C'est-à-dire que j'ai réinvesti les questions identitaires dans mon propre contexte socio politique, où je dois me situer dans la société pour savoir qui je suis*

et d'où je viens. Tandis que mes grands-parents ont dû s'intégrer, s'assimiler. Ça m'a toujours fait mal de voir mes grands-mères aspirer appartenir à la norme en vain. Elles sont arrivées en France entre 25 et 30 ans, après avoir déjà passé un grand bout de leur vie en Algérie ou en Tunisie. Il leur a fallu gommer méthodiquement tous les signes de leur arabité. Mais même en lissant leurs cheveux, elles n'y sont pas arrivées. D'où la citation d'Albert Memmi : s'arracher volontairement à ce qu'on appartient... L'origine de ma quête, c'est le sentiment d'être héritière d'une souffrance étouffée et d'un manque. »

Un autre !

Mais revenons encore aux premiers instants de *Que Dieu te protège*. Pour alléger l'entrée en matière, Cléo a fait suivre la citation de Memmi par « la blague la plus courte du monde » : « C'est l'histoire d'un Juif qui rencontre un autre Arabe ».

« *J'ai ajouté cette blague parce qu'elle raconte le propos du film en une formule concise. Communément, on a tendance à opposer le Juif et l'Arabe. Il y a cette croyance décomplexée que, par nature, ils sont voués à se hair, ou du moins qu'ils évoluent sur deux parallèles. Alors qu'on peut être juif tout en étant arabe. Lors des projections du film, ça m'intéresse d'observer si les gens rient ou pas, si l'ironie est saisie ou pas...* »

Subtiles en effet, cette blague et la référence à la pensée de Memmi nous éclairent d'emblée sur les intentions de Cléo. Plus encore, on croit percevoir des points de comparaison entre la réalisatrice et le sociologue, ce dernier se définissant comme « *une espèce de métis de la colonisation, qui comprenait tout le monde parce qu'il n'était totalement personne* », né d'une famille juive arabophone dans le quartier juif de la Hara qu'il quitta définitivement à l'indépendance de la Tunisie en 1956 pour

s'installer à Paris. Dans sa préface du *Portrait du colonisé*, Albert Memmi révèle qu'il écrit pour se comprendre soi-même et identifier sa place au milieu des autres. A l'instar de Cléo Cohen qui filme aujourd'hui.

L'arabe avec peine

Passé ce préambule, on voit Cléo Cohen plongée dans un tout autre livre : *L'arabe sans peine*. Scène emplie d'ironie où la jeune femme est à la peine, contrairement à ce qui lui promet la célèbre méthode intuitive ! « *C'était important de faire exister mon apprentissage de l'arabe dans le film parce qu'il s'agit d'un nœud assez fort autour de l'histoire de cette langue volontairement pas transmise, ce qui représente pour moi une vraie blessure. L'arabe est la langue maternelle de mes grands-parents ! Je trouve que c'est un geste violent de ne pas transmettre une langue possédée de génération en génération depuis des siècles. J'ai du mal à comprendre ce geste de couper la langue, littéralement. Du coup, de manière concomitante à ma démarche cinématographique, j'ai entrepris de me réapproprier l'arabe. Cette scène, comme celle plus tard avec ma grand-mère qui me corrige, montre que rien n'est magique quand une transmission n'a pas été opérée. On me voit répéter en arabe «Le thé à la menthe est délicieux»; j'ai choisi volontairement une phrase aussi stéréotypée et adressée aux touristes pour traduire ce nœud.* »

Un film porté par l'intuition

Ne cherchez pas de contextualisation historique, politique ou familiale dans le film. Tout est amené par touches fines. Sans statistiques sur la présence des Juifs en Tunisie ou en Algérie, sans arbre généalogique ou chronologie de l'exil puis de l'installation en France. On ne trouve pas tous les faits ni les détails, mais on comprend l'essentiel : la déchirure. On comprend aussi que toutes les questions que Cléo pose à ses grands-parents, elle se les adresse à elle-même et, par ricochet, à celles et ceux qui se reconnaissent dans ce tableau de l'immigration, d'où qu'ils viennent.

Le 5 juin 1967, des milliers de Tunisiens ont manifesté dans la capitale, en réaction au déclenchement de la guerre des Six Jours par Israël. Des vitrines de magasins juifs cassées, la Grande Synagogue en feu ; dans un élan de panique, 7.000 Juifs Tunisiens ont émigré en France, 2.300 en Israël. Denise et Daniel ont ainsi quitté Tunis en quelques jours. « De sales souvenirs », résume Denise. Dans un autre contexte, Flavie et Richard ont aussi laissé Alger derrière eux, le jour même de leur mariage. Cléo ajoute : « *Mes grands-parents n'avaient jamais imaginé quitter leur pays, sauf peut-être pour venir étudier en France. Ils n'avaient jamais imaginé couper totalement le lien. Ils n'ont pas envisagé Israël comme terre d'accueil, mais bien la France parce qu'ils étaient francophones. Je pense que le prix à payer a été d'adopter une attitude de gratitude par rapport à la France.* »

Le métissage : une question qui fâche

Le film montre combien la transmission ne se compte pas en années mais en générations. D'où l'urgence certaine qui anime Cléo, trop consciente que « ces royaumes » disparaîtront avec ses grands-parents. « *J'ai voulu aborder des questions profondes. On s'engueule beaucoup mais, dans la vie comme dans le film, la tendresse que j'éprouve pour eux est incommensurable ; et ils le savent.* » Parmi les sujets sensibles : le métissage.

Selon Cléo, « *le métissage se joue à deux niveaux. Il y a d'abord la question d'assumer ou de réinvestir notre propre pluralité identitaire, composée de différentes cultures et histoires qui s'ajoutent les unes aux autres sans s'exclure. Et puis, il y a la question du mélange avec les autres qui n'est pas propre aux communautés juives. Beaucoup de personnes issues de familles musulmanes qui ont vu le film m'ont dit qu'elles menaient les mêmes débats avec leurs grands-parents. Comment être des dignes héritiers si on se mélange ? Je comprends la peur de la perte, propre à toute minorité, la peur de dissoudre ses spécificités culturelles, traditionnelles, spirituelles dans la majorité.* »



Cléo plongée dans "Portrait du colonisé"; sa grand-mère plongée dans sa sieste. Extrait du film *Que Dieu te protège*.

Interpellée, Denise répond tout net : « *On est juif quand les petits-enfants sont juifs !* », balayant ainsi le métissage d'un revers de main. Cléo n'est pas d'accord. Elle considère que « *les petits enfants trahissent toujours leurs parents et leurs grands-parents... qui devraient leur être reconnaissants de les trahir. Parce que réinvestir un héritage c'est forcément le trahir. Même si ma grand-mère pense qu'en lui étant infidèle je serais une mauvaise héritière, c'est peut-être le meilleur héritage que je peux lui faire d'être métissée !* »

La suite logique du film

Avec Cléo, la vie et le travail se chevauchent. « *J'ai voulu opérer un revers et vivre là où j'aurais dû être, en commençant par Tunis. J'ai confusément besoin de m'imprégner de cette ville, de ses atmosphères, de la langue. Je sens un besoin de réparation avec ce pays – réparation de ce que l'exil a brisé dans ma famille.* »

La réalisatrice s'est ainsi installée dans le quartier La Fayette, à une rue d'où Denise vécut jusqu'en 1967. « *A propos du récit des émeutes, pendant très longtemps je ne savais pas si ma grand-mère fabulait ou si elle avait réellement subi des journées traumatisantes. Il m'a fallu rencontrer des historiens et recueillir des témoignages sur place pour me rendre compte qu'elle n'avait pas exagéré. Aujourd'hui,*

je regarde la façon dont ma famille a vécu avec beaucoup plus d'indulgence parce que je réalise qu'être doublement minoritaire est un combat constant pour exister, pour être en même temps ouvert et trouver sa place. »

Tout ça, grâce au film ! Plus encore : il a fallu que Cléo soit installée à Tunis pour que sa grand-mère décide de revenir, après 56 ans d'exil.

« *Je pense que la prochaine histoire se passera en Tunisie, probablement toujours autour de ces questionnements mais réactualisés. Il reste 1.500 Juifs en Tunisie, dont 1.000 à Djerba. J'observe cette vie juive en train de s'éteindre et le reste de la société tunisienne, comme deux mondes qui ne se touchent pas alors qu'ils sont très proches...* » Une double vie qui doit interpeller d'autant plus fort Cléo Cohen, après la fusillade aux abords de la synagogue de Djerba, causant la mort de cinq personnes en mai dernier, lors du pèlerinage juif annuel. ▀

Propos recueillis par **Nathalie Caprioli**

[1] 79 min, Petit à Petit Production, France 2021. Disponible en location en ligne.
[2] Figures marquantes de l'anticolonialisme, Franz Fanon (1920-1961) et Aimé Césaire (1913-2008), tous deux Français, ont écrit chacun de nombreux essais, romans et poésie sur l'idéologie colonialiste, le racisme, la négritude, le tiers-mondisme.

La chaise

Ecrivain. Dernière parution, *Les heures claires*, aux éd. Murmure des soirs, 2022. Alexandre MILLON

C'est là que ça commence. Poêle à charbon, soupière en faïence. C'est chez mes parents que ça s'avance. Sicile & Ukraine. Et au sein de cette polyphonie : la belgitude, la basse continue, la permanence de soi, le rythme, les valeurs qui portent. J'écris. Raconter n'est pas décrire. Je mets en forme mon vécu. Je suis l'acteur de mon propre changement.

Les jours filent. Depuis la rue du Charbonnage les stations défilent. Les attentions aussi, les soins attentifs. Un baiser mes chers disparus, encore un baiser un seul pour ne pas oublier mon essentiel.

Qu'est-ce que je transmets qui fait fleurir ? Qu'est-ce qu'on m'a transmis qui défait les ronces grimpantes ?

En avril 1945, Benito Mussolini n'est pas monté sur une chaise, il fut pendu par les pieds. Une caroube. Noire comme les chemises, celles de sa milice. Une gousse de caroube qui sème encore ses graines. Plus lissées, plus adaptées au climat actuel que les premières. Mais toujours aussi bancales comme cette chaise. Derrière : une caisse de carton à l'enseigne d'opti ? Optima ? L'optimalisme, atteindre les objectifs fixés en optimisant le

temps à notre disposition. Un « perfectionnisme » sain. Plus saint que le pape ! Une promesse électorale. Une décharge sur le trottoir du *fake news* : la nouvelle face de la propagande. Ah cette main levée du *Duce*, qui jure et injure en prenant à témoin l'identité de la nation avant celle de l'individu ! En rejetant la notion d'égalité au nom d'un ordre hiérarchique naturel. Son idéal de pureté nationale et raciale. Sauf que ce n'est en rien une identité forte...

C'est quoi l'identité ? Un pétard mouillé, un événement qui devait faire sensation, nous impressionner et qui finalement ne provoque pas l'effet désiré ? C'est avant tout intériorité et relation à soi. C'est le sentiment d'identité, mais changeant. *Je suis qui je suis parce que je ne suis plus qui j'étais*. Voilà. C'est ce qui a marqué l'enfance, ce qu'on en a fait ensuite. Les ingrédients culturels, un parcours, tout ce qui nous rend singulier, unique et en même temps en concordance avec l'autre. C'est le foyer optique, la focale. Avec le temps, mon identité comme une louve égarée toute maigre et toute pâle a retrouvé ses petits, non sans déverser une nouvelle louche d'identités dans la vieille soupière en faïence. Nous sommes un minestrone aux lentilles.



eip
Affichage cult
info@eip.be

Opti

Кол-во: 1 шт.
Масса нетто: 24,3 кг
Масса брутто: 22,2 кг
Размеры упаковки:
89 * 51 * 61 см

Артикул: CRL-6504
Кол-во в упаковке: 1 шт.
Масса нетто: 24,3 кг
Масса брутто: 22,2 кг
Размеры упаковки:
89 * 51 * 61 см

Артикул: CRL-6504
Кол-во в упаковке: 1 шт.
Масса нетто: 24,3 кг
Масса брутто: 22,2 кг
Размеры упаковки:
89 * 51 * 61 см

Color / Цвет

- Hot Pink
- Leather Black
- Mirror Grey
- Nordic Green
- Platinum Grey

895

Éditeur responsable : Alexandre Ansay

Responsable de rédaction : Nathalie Caprioli

Ont contribué à ce numéro : Marion Alecian, Jean-Michel Bleus, Massimo Bortolini, Liévin Chemin, Cléo Cohen, Benjamin Delori, Félicien Dufour, Marie Duquesne, Tamimount Essaïdi, Elio Germani, Sarah Langolf, Chérine Layachi, Samira Hammouchi, Christine Kulakowski, Albert Martens, Alexandre Millon, Pascal Peerboom, Sacha Rangoni, Khadija Senhadji, Patrick Six, Pierre-Etienne Vandamme.

Photo de couverture : © Massimo Bortolini
Les Marolles à Bruxelles.

Comité éditorial : Ali Aouattah, Loubna Ben Yaacoub, François Braem, Laura Calabrese, Vincent de Coorebyter, Kolë Gjelošhaj, Billy Kalonji, Younous Lamghari, Altay Manço, Marco Martiniello, Anne Morelli, Nouria Ouali, Andrea Rea.

Création graphique : Paul d'Artet

Mise en page : Pina Manzella

Impression : IPM

Les textes n'engagent que leurs auteurs. Les titres, intertitres et brefs résumés introductifs sont le plus souvent rédigés par la rédaction.



Avec l'aide de la Commission communautaire française, du Service d'éducation permanente, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et d'Actiris.



imag est le bimestriel édité par
le **CBAI asbl** - Av. de Stalingrad, 24
1000 Bruxelles
tél. 02/289 70 50
imag@cbai.be - www.cbai.be



ABONNEZ-VOUS ! PRIX LIBRE

Payez en fonction de vos moyens
et soutenez le travail de l'équipe de rédaction.

Par numéro ou par an (5 n°)
Disponible en format papier et numérique.

Versez votre participation sur le compte
IBAN BE34 00107305 2190
Prix indicatif : 5 euros/numéro

En n'oubliant pas de préciser
vos **nom et adresse** en communication ainsi
que la mention **format papier ou numérique**.

